



# Mémoire en réponse aux observations formulées dans le cadre de la consultation des PPA et organismes suite à la notification de l'arrêt du projet de révision du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon

## 1- Préambule

Le tableau ci-après reprend les remarques formulées dans chaque contribution des PPA et organismes consultés

## 2- Communes et EPCI

Extraits des réserves et remarques	Éléments de réponse du SMBVA
Avis EPCI	
CA Grand Avignon – avis Favorable avec 1 réserve	
<b>Réserve 1 :</b> Sur le contour de la carte des "foins de montfavet" au niveau du rond-point de Réalpanier (secteur dit de la sacristie), les parcelles DY45 46 47 et AV49 50 82 83 127 et 128 identifiées comme à protéger alors qu'elles n'ont plus de fonction agricole et supportent déjà des constructions dont une friche industrielle qui doit être réaménagée en parking relais doivent être sorties de cette carte prescriptive.	Il est proposé d'intégrer la modification sur les deux zooms agricoles du DOO et du plan DOO en supprimant les parcelles mentionnées par le Grand Avignon.
<b>Changement de destination des bâtiments agricoles</b> Le Document d'Orientations et d'Objectifs autorise le changement de destination en zone agricole mais uniquement pour y réaliser des projets d'agri-tourisme. Cette règle forte ne correspond pas aux réalités de notre territoire. A titre d'exemple, le	Il est proposé de reformuler le paragraphe concernant le changement de destination et de rajouter p.34 du DOO, les phrases soulignées : <i>« De plus, afin de limiter les conflits d'usage et de permettre le développement de l'agriculture, <u>les changements de destination des bâtiments agricoles doivent garantir :</u></i>

<p>Grand Avignon s'est porté acquéreur d'une ferme en zone agricole sur Avignon dans le but d'y permettre l'implantation d'une pépinière de jeunes agriculteurs en leur offrant des locaux de stockage, la mise à disposition de matériel agricole mais surtout un accès à des terres agricoles. Cependant, l'ensemble des surfaces construites ne sont pas occupées et le Grand Avignon porte un projet avec la Ville de changement de destination d'une partie des locaux en lieux d'accueil de start-up agro-alimentaire qui travaillent sur des innovations technologiques en lien avec l'agriculture ou la recherche.</p> <p>Cette destination et ce projet ne seraient donc pas compatibles avec cet objectif. Le Grand Avignon demande une réécriture de ce volet et émet une recommandation en ce sens.</p>	<p><u>- Un maintien du caractère agricole du secteur sans compromettre l'activité agricole existante,</u>  <u>- Une bonne insertion dans l'environnement, sans compromettre la qualité paysagère du site.</u>  <u>Par ailleurs, le développement de l'hébergement touristique doit se faire en priorité en réinvestissant du bâti ancien et dès lors que les dispositions ci-dessus sont respectées. »</u></p>
<p><b>Mobilité – cadencement :</b>  Le Grand Avignon compétent en matière de mobilité dispose d'un plan de déplacement urbain qui reprend l'ensemble des orientations et objectifs du DOO complété de moyens et fiches actions.</p> <p>Il conviendrait cependant de préciser quelques points dans le DOO.</p> <p>En effet, au-delà du cadencement sur les lignes citées, le cadencement sur la ligne Avignon/Carpentras est également recherché notamment sur les arrêts Entraigues et Monteux.</p>	<p>Il est proposé p16 du DOO de rajouter : « <i>le cadencement sur la ligne Avignon/Carpentras est également recherché notamment sur les arrêts Entraigues et Monteux</i> ».</p>
<p><b>PEM :</b>  Concernant les Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM), une armature est définie selon leur accessibilité et niveau de services. Le Grand Avignon dispose de 2 PEM de grande accessibilité sur Avignon, de plusieurs PEM stratégiques (Morières les Avignon, et Villeneuve les Avignon dont la gare vient de réouvrir sur la rive droite du Rhône) et plusieurs PEM de proximité (Entraigues, Saint Saturnin, Jonquerettes et Roquemaure récemment réouverte). Il conviendrait de préciser qu'il est également attendu des PEM une desserte cyclable sécurisée ainsi que pour les autres modes actifs.</p>	<p>Il est proposé p17 du DOO de rajouter : « <i>Afin de faciliter leur accessibilité, il est attendu que les PEM disposent :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>d'une connexion avec un réseau de transport en commun ;</i></li> <li>• <i>d'une offre de stationnement suffisante pour véhicules ;</i></li> <li>• <i>d'une desserte aménagée pour le co-voiturage ;</i></li> <li>• <i>de parkings sécurisés pour les cycles ;</i></li> <li>• <u><i>une desserte cyclable sécurisée ainsi que pour les autres modes actifs. »</i></u></li> </ul>
<p><b>Parking :</b>  Par ailleurs, la carte du DOO n'identifie que les parkings de covoiturage mais a oublié les parkings relais en points d'entrée du réseau de transports en communs. Il manque ainsi les P+R stratégiques d'Agroparc, de Saint Chamand ou ceux à venir d'Avignon Nord et Réalpanier.</p>	<p>Il est proposé p22 du DOO de rajouter sur la carte les P+R stratégiques d'Agroparc, de Saint Chamand et ceux à venir d'Avignon Nord et Réalpanier.</p>

<p><b>Transports collectifs :</b> Concernant les lignes de bus à haute fréquence et s'agissant d'un document cadre à horizon 20 ans, il serait intéressant d'identifier les lignes à haute fréquence devant être prochainement mise en service : ligne 5 (Villeneuve – Avignon Poste), ligne 16 (Rochefort/Les Angles – Avignon Poste) et ligne 9 (Morières – Avignon Poste).</p>	<p>Il est proposé p22 du DOO de rajouter sur la carte les lignes à haute fréquence devant être prochainement mise en service : ligne 5 (Villeneuve – Avignon Poste), ligne 16 (Rochefort/Les Angles – Avignon Poste) et ligne 9 (Morières – Avignon Poste).</p>
<p><b>Modes actifs :</b> Dans le cadre des itinéraires modes actifs à vocation touristique, il conviendrait également d'identifier la transversale en cours de réalisation entre le P+R de l'île Piot et Velleron qui permettra de relier les autres via déjà existantes.</p>	<p>Le SCoT identifie les grands itinéraires modes doux sur la carte des mobilités du DOO. La transversale en cours de réalisation entre le P+R de l'île Piot et Velleron est un itinéraire plus local qui n'a pas la même portée que les EuroVéloroute. Il est proposé de maintenir l'écriture du SCoT arrêté.</p>
<p><b>Zones humides :</b> Afin de renforcer la biodiversité, le SCOT entend que les PLU identifient l'ensemble des zones humides de son territoire de type mares mais également prairies humides. Si l'enjeu est louable, que certaines zones humides sont clairement identifiables, le travail de recensement est difficile à mettre en œuvre et seules des études de sols peuvent permettre d'identifier certaines de ces zones humides, ce qui paraît peu réaliste et très contraignant pour les communes.</p>	<p>Le SCoT vise à la préservation des zones humides. Il identifie à son échelle les réservoirs de biodiversité « bleus » et les cours d'eau jouant un rôle de réservoirs et de corridors écologiques. Pour garantir la préservation de ces milieux sensibles, le DOO p 30 précise que « <i>les réservoirs bleus sont protégés de toute construction ou tout nouvel aménagement susceptible d'entraîner leur dégradation, l'altération de leur fonctionnalité ou leur destruction. A ce titre, les documents d'urbanisme doivent :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délimiter les réservoirs de biodiversité bleus inscrits au SCoT, notamment les zones humides ;</i></li> <li>• <i>Identifier et délimiter les zones humides d'intérêt plus local de types mares, prairies humides ou encore étangs ».</i></li> </ul> <p>Ce travail d'identification à l'échelle locale est nécessaire pour maintenir et préserver ces espaces. Il est proposé de maintenir la disposition dans le SCoT.</p>
<p><b>Etudes hydrauliques :</b> Le Grand Avignon note cependant que le SCOT incite les communes à réaliser des études hydrauliques à l'échelle de leur territoire alors que cette compétence relève de l'Etat au titre du Code de l'Environnement. Ce n'est pas aux communes ou à l'agglomération de supporter les coûts de ces études en raison du désengagement de l'Etat en la matière.</p>	<p>P46 du DOO, il est stipulé que « <i>Le SCoT vise à limiter ce risque à travers ...L'incitation à la réalisation d'études hydrauliques à l'échelle des communes qui précisent la prise en compte de ce risque au moment de l'élaboration du document d'urbanisme.</i> » Le SCoT n'identifie pas de porteur de projet. Les études pourront être menées par l'Etat afin de renforcer la connaissance hydraulique de la commune. Il est proposé de maintenir la disposition du SCoT.</p>
<p><b>Risque :</b> Il est, par ailleurs, relevé des erreurs dans le document. Le DOO indique que les constructions agricoles en zone d'aléa fort au risque inondation sont interdites alors que les différents PPRI de notre territoire autorisent sous certaines conditions restrictives leur réalisation.</p>	<p>P46 du DOO, il est stipulé que « <i>Des adaptations peuvent être apportées aux principes décrits ci-dessus pour tenir compte des usages directement liés aux terrains inondables. C'est le cas des usages agricoles notamment, où les constructions agricoles pourront être admises en aléa modéré (excepté pour l'habitation et l'élevage) faible et résiduel à condition de veiller à assurer une transparence hydraulique. Toutefois en zone d'aléa fort</i></p>

	<p><i>toute construction sera interdite <u>sauf si les mesures prises n'exposent pas les populations au risque, ne l'aggravent pas, et respectent les normes supérieures, notamment des PGRI et PPR</u></i> ».</p> <p>Afin de garantir cette compatibilité, il est proposé d'ajuster le DOO avec les éléments surlignés.</p>
CA Sorgues du Comtat - avis Favorable	
Le Conseil communautaire émet un avis favorable au projet d'arrêté de SCoT.	
CC Pays d'Orange en Provence - avis Favorable	
Le Conseil communautaire décide d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté du SCoT BVA, tel que présenté par le Conseil Syndical du 7 avril 2025.	
Avis communes	
Orange – avis Favorable	
Le Conseil municipal émet un avis favorable au projet de SCoT, tel qu'il a été arrêté par la délibération n°2025-09 du comité syndical du SCoT du Bassin de Vie.	
Entraigues sur la Sorgues – avis Favorable à l'unanimité	
Le Conseil municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable sur le projet de SCoT, arrêté en comité syndical du 7 avril 2025.	
Saint Saturnin les Avignon – avis Favorable sous réserve	
<p><b>Réserve 1 :</b> Rajouter dans la zone a enjeu agricole du projet (plan p39 du DOO), 2 parcelles situées dans le quartier des Marmoisines et d'enlever la partie située au sud du chemin des Belles afin d'être cohérent avec le périmètre du projet de ZAP communal en cours d'étude avec le GIE Terres et Territoires conformément au plan joint.</p>	Il est proposé d'intégrer la remarque et de modifier la carte p39 du DOO en reprenant la remarque de la commune.

<p><b>Réserve 2 :</b> Rajouter la possibilité de développer à termes une zone d'activité économique au sud de l'allée de Gromelle à proximité de la zone d'activité de Vedène conformément au plan ci-joint.</p>	<p>Le SCoT porte un projet pour les 20 prochaines années. Il définit, en complément des zones d'attractivité territoriale localisées, un potentiel foncier pour chaque EPCI pour les zones de développement local. Ainsi les EPCI doivent conduire une véritable stratégie économique et définir au regard des critères qualitatifs du SCoT énoncés p 70 du DOO, les implantations économiques locales à venir.</p> <p>La zone demandée par la commune n'est pas identifiée comme zone d'attractivité territoriale mais pourra être interrogée au regard de la stratégie de l'EPCI dans les zones de développement local.</p> <p>Il est proposé de maintenir la disposition du SCoT.</p>
<p><b>Réserve 3 :</b> Enlever le classement en polarité logistique locale de la zone d'activité de Gromelle sur Vedène (p30 du DAACL) pour éviter les traversées de poids lourds dans les centres ville des communes de Saint Saturnin les Avignon et de Vedène dont les voies ne sont pas adaptées à ce trafic.</p>	<p>L'armature logistique a été élaborée dans le cadre d'une étude spécifique qui a permis de travailler avec l'ensemble des EPCI de manière fine sur le territoire. Au regard de la situation existante et de la desserte de la zone, le site de Gromelle est défini comme polarité logistique locale. Ces dernières doivent accueillir des plateformes urbaines de distribution, des agences locales et des espaces urbains de distribution tournés vers le bassin de consommation local et se situent donc généralement à relative proximité des tissus urbains denses, à l'image du centre-ville d'Avignon pour être au plus près des sites de conditionnement et d'acheminement des produits.</p> <p>Il est proposé de maintenir la disposition du SCoT.</p>
<p><b>Pujaut – avis Favorable</b></p>	
<p>Avis favorable de la municipalité sur le projet de SCoT, ce document supra est en cohérence avec la vision de notre territoire et plus particulièrement ici en ce qui concerne la commune.</p>	
<p><b>Villeneuve les Avignon - Remarque</b></p>	
<p>Demande d'insertion p79 d'une clause au 2-2-1 "l'urbanisation des coteaux prendra en compte la ligne de crête et la co-visibilité des monuments historiques".</p>	<p>Il est proposé d'intégrer la remarque p79 du DOO comme rédigée par la commune.</p>
<p><b>Les Angles – avis Favorable</b></p>	
<p>Le Conseil municipal donne un avis favorable au projet de révision du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon sur le périmètre élargi du SMBVA.</p>	
<p><b>Courthézon – Remarque</b></p>	

<p>La commune porte un projet considéré comme stratégique dont l'implantation est envisagée sur un secteur (identifié à la suite d'une concertation avec les services de la préfecture) et identifié par un futur classement en plaine paysagère viticole, ce qui pourrait entraîner son insconstructibilité.</p> <p>Ce projet comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la création d'une nouvelle gendarmerie, destinée à renforcer la sécurité et la couverture du territoire par les forces de l'ordre (le permis de construire actuellement en cours d'instruction par la Préfecture) ;</li> <li>- la création d'un chenil dédié au service cynophile de la gendarmerie, pour l'hébergement, l'entraînement et la gestion des chiens d'intervention, dans une logique de service public et de sécurité opérationnelle (le dépôt de l'autorisation d'urbanisme interviendra ultérieurement).</li> </ul> <p>La parcelle identifiée pour l'implantation du chenil (référence A1145), bénéficie d'un emplacement stratégique en raison de sa proximité immédiate avec le site envisagé pour la future gendarmerie.</p> <p>Elle se situe également à proximité immédiate d'un équipement public déjà existant, à savoir la caserne de pompiers, ce qui renforce la cohérence fonctionnelle de l'implantation. En outre, sa localisation a été jugée particulièrement pertinente sur le plan de l'accessibilité routière, un atout majeur pour assurer le bon fonctionnement des services concernés.</p>	<p>Il est proposé d'intégrer la modification sur les deux zooms agricoles du DOO et du plan DOO en supprimant les parcelles mentionnées par la commune.</p>
<p align="center"><b>Sérignan du Comtat – avis Favorable à l'unanimité</b></p>	
<p>Le conseil municipal après avoir entendu l'exposé du Rapporteur, après en avoir délibéré et à l'unanimité des suffrages exprimés décide d'approuver le projet de SCoT du bassin de vie d'Avignon.</p>	
<p align="center"><b>Pernes les Fontaines – avis favorable avec remarques</b></p>	
<p><b>Armature urbaine :</b></p> <p>Pernes les fontaines a été classée dans la catégorie des pôles intermédiaires, dans laquelle notamment la thématique de la valorisation du patrimoine n'est pas abordée directement. La commune a émis le souhait de noter dans cette catégorie "préservation du cadre de vie et valorisation du patrimoine environnemental, architectural, protection des entrées de ville et maintenir les caractéristiques architecturales du village". Il apparait essentiel que la commune de pernes les fontaines soit dans une catégorie spécifique, sans forcément</p>	<p>Cette remarque a été formulée par la commune à plusieurs reprises au moment de l'élaboration du projet de SCOT et dans le cadre de la concertation et du travail mené avec les communes. Ainsi, le SMBVA a eu l'occasion de répondre à cette remarque lors des réponses formulées par courrier en date du 6 novembre 2024 et du 7 avril 2025, ainsi que lors d'une rencontre entre Mme la Présidente et M. le Maire le 14 mai 2025.</p> <p>La classification des communes dans l'armature territoriale repose sur une combinaison de critères multiples, sans pour autant que chaque commune doive remplir chacun de ces</p>

changer de catégorie mais avec un astérisque ou quelque chose pour la différencier, pour faire le lien entre le territoire du SCOT BVA et le PNR du Mont Ventoux. L'identifier comme un territoire ou le SPR couplé aux paysages agricoles et naturels seraient les pivots d'un développement urbain harmonieux à échelle humaine. Le SPR de la ville est en effet particulier car il ne concerne pas uniquement l'intramuros comme la plupart des villes, mais de 8 secteurs. De même, la commune ne possède pas de pôle multimodal.	critères (comme avoir une gare par exemple). Par ailleurs, plusieurs thématiques comme le patrimoine architectural, naturel ou encore le cadre de vie, ne sont pas propres à l'une ou l'autre des strates de l'armature mais sont des éléments communs partagés par tous. Ainsi, ces thématiques sont abordées dans des parties spécifiques dédiées et ne sont pas reportées dans les descriptions de chaque strate de l'armature. L'armature territoriale proposée a donc été maintenue dans le PAS débattu le 30 septembre dernier. Le SCoT est un document stratégique de planification qui permet au territoire dans son ensemble de se développer de manière équilibrée et complémentaire. Ainsi, il ne relève pas du SCoT de prévoir un développement au cas par cas de chacune des communes du territoire, mais bien de conforter leur rôle et leur positionnement dans un système plus global. Par ailleurs, la révision du SCoT s'est construite sur des échanges réguliers avec les partenaires du territoire, dont le PNR du Ventoux, qui n'a pas fait ressortir de problématiques concernant cette classification et l'adéquation avec les enjeux qu'il porte, et qui ont été intégrés dans le document. Il est proposé de maintenir l'armature urbaine proposée dans le SCoT.
<b>Hydraulique :</b> L'énergie hydraulique du réseau de la Sorgue pourrait être prise en compte, de même que la représentation des canaux d'irrigation et leur fonction à conserver.	Cette remarque a déjà été intégrée.
<b>Agriculture :</b> La valorisation du terroir viticole des Ventoux qui avait été oublié dans le PAS.	Dans le PAS p23, il est proposé d'ajouter le terme souligné : <i>Le SCoT identifie et préserve :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les terres à destination de la grande culture, du maraîchage et de la culture fruitière ;</li> <li>• Les terres irriguées et irrigables d'une artificialisation sans usage agricole ;</li> <li>• Les terroirs viticoles à fort potentiel qualitatif, notamment pour l'appellation Côte du Rhône, <u>Ventoux</u> et Plan de Dieu et préserver les autres terroirs sous appellation contrôlée AOP/AOC/IGP. »</li> </ul>
<b>Agrivoltaïsme :</b> Il serait opportun que l'implantation de l'agrivoltaïsme soit soumise à des zones de recul conséquentes et végétalisées afin de protéger les cônes de vue et les paysages.	Le développement de l'agrivoltaïsme est cadré par la loi APER ainsi que le décret d'application n° 2024-318 du 8 avril 2024, sur lesquels se base le SCoT dans les orientations qu'il propose. Ces dispositifs intègrent d'ores et déjà la question de l'intégration paysagère. Le SCoT précise dans son DOO p56« Aussi afin de garantir un cadre paysager de qualité, les projets d'agrivoltaïsme doivent s'intégrer de manière qualitative dans le grand paysage (gabarit, teinte, orientation etc). » Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT arrêté. Il est à noter par ailleurs que les projets d'agrivoltaïsme doivent passer en CDPENAF qui garantit la bonne intégration des aménagements et qui veille à préserver les cônes de vue dans les secteurs à enjeux spécifiques.
<b>Recul voirie :</b>	Cette demande est trop précise et ne rentre pas dans le champ d'application du SCoT mais plutôt dans le champ du PLU.

Des zones de recul devraient également être prévues pour les nouvelles constructions, que ce soit en bordure d'une voie secondaire, départementale ou nationale, dans la perspective d'aménagements futurs de voirie et pour la préservation de la santé des riverains.	Le SCoT intègre une orientation « promouvoir un urbanisme favorable à la santé » qui précise de « Limiter l'urbanisation, notamment de l'habitat et des établissements sensibles, le long des axes routiers, ceci afin de ne pas exposer de nouvelles populations à la pollution atmosphérique et à des gênes sonores excessives ». Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT arrêté.
<b>Captage AEP :</b> Pour les aires de captage, il serait nécessaire que toutes les communes puissent protéger les aires de captage d'eau même si elles ne sont actuellement plus en service.	Le SCoT porte des orientations fortes en termes de préservation de la ressource en eau et a travaillé de manière concertée tout au long de la révision du document, avec les structures gestionnaires de l'eau, les syndicats de bassin, l'ARS etc. Le DOO intègre la préservation de la ressource de manière précise en identifiant notamment les ressources stratégiques et les aires de captages dans son plan DOO et avec des prescriptions dédiées (p41). Sur la base du SCoT, les communes pourront, si elles le souhaitent, travailler sur une préservation de la ressource en eau plu précise dans le cadre de leur PLU. Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT arrêté.
<b>Ruissellement :</b> Prendre en considération les terrasses en zone de collines dans le cadre de l'identification des structures agro-écologiques et de lutte contre le ruissellement et les eaux de pluie.	Il est proposé d'ajouter p48 du DOO la phrase soulignée : « Enfin, le SCoT contribue à limiter les risques naturels en précisant les éléments à préserver de l'urbanisation listés ci-après : • les réservoirs de biodiversité boisés ; • l'espace de mobilité des cours d'eau et les réservoirs de biodiversité bleus intégrant les ripisylves, les zones humides...; • les limites d'urbanisation sur les coteaux, les crêtes <u>et les terrasses en zone de colline</u> à protéger... »
<b>Déplacements :</b> Intégrer la commune dans le schéma de déplacement.	La remarque ne précise pas quel est le Schéma de Déplacement visé ni la nature de la demande d'intégration.
<b>Sorgues – avis Favorable à l'unanimité</b>	
Le conseil Municipal, décide de donner un avis favorable au projet de SCoT arrêté par délibération DCS N°2025-09 du Comité Syndical en date du 7 avril 2025.	
<b>Roquemaure – avis Favorable à l'unanimité</b>	
Le conseil Municipal après en avoir délibéré et procédé au vote, décide à l'unanimité d'émettre un avis favorable au projet de SCoT.	
<b>Châteauneuf du Pape – avis Favorable sous réserves</b>	



<p><b>Réserve 1 : LEO</b> Le projet de SCOT évoque la nécessité de finaliser l'interconnexion entre les autoroutes A7/A9 au niveau d'Orange pour faciliter le flux et désengorge les voies départementales. Il est important de souligner que cette interconnexion ne doit pas constituer une solution permanente aux problématiques inhérentes à l'absence de réalisation de la LEO. Elle ne doit pas non plus se faire sans une prise en compte des frais d'entretien de ladite section qui permet de relier les deux autoroutes qui aujourd'hui sont à la charge exclusive de la CCPOP.</p>	<p>Le SCoT porte des objectifs et orientations sur les enjeux de mobilités et d'accessibilité du territoire en tenant compte des grands projets structurants. Toutefois la gestion et l'entretien des infrastructures ne sont pas dans les compétences portées par un SCoT.</p>
<p><b>Réserve 2 : fluvial</b> Le projet de SCOT encourage le développement du transport fluvial et ferroviaire. Il serait souhaitable d'imposer ce mode de transport notamment à certaines activités telles que les carrières afin de réduire de façon drastique le flux routier des PL sur les routes départementales.</p>	<p>Le SCoT n'a pas les compétences pour imposer de mode de transport spécifique à des activités ciblées. Toutefois, il peut encourager l'utilisation de ce mode de transport pour les carrières. Il est proposé de compléter le DOO p 40 / chapitre 1-4 encadrer les besoins de développement des carrières.</p> <p>Il est proposé de rajouter dans le DOO p40, la phrase soulignée : <i>« Le développement de ces sites doit intégrer des enjeux paysagers, écologiques, de pollution et mettre en œuvre la séquence ERC. <u>Pour les sites à proximité d'infrastructures, la desserte en transport des sites d'extraction est encouragée par l'utilisation du fluvial et du ferroviaire afin de réduire les nuisances pour les riverains.</u> Par ailleurs, afin d'économiser la ressource en pierre, la récupération des pierres de démolition (bâtiment, ouvrages d'art routier, soutènement divers, clôture...) est encouragée ».</i></p>
<p><b>Réserve 3 : éolien</b> Le projet de SCOT fait état de projet d'étude éolien. La commune précise que le territoire présente de forts enjeux paysagers avec des cônes de vues remarquables qu'il est essentiel de préserver.</p>	<p>De manière générale, concernant les ENR, le SCOT préserve les paysages et cônes de vues remarquables. Pour les éoliennes, p56 du DOO, le SCoT précise que : <i>« Ces grandes éoliennes ne peuvent s'implanter :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>sur les lignes de crêtes sensibles ;</i></li> <li>• <i>sur les coteaux ;</i></li> <li>• <i>sur les versants à fort enjeu paysager ;</i></li> <li>• <i>dans les réservoirs de biodiversité coeur de nature ;</i></li> <li>• <i>sur les corridors écologiques ;</i></li> <li>• <i>en covisibilité avec des monuments historiques et sites patrimoniaux. »</i></li> </ul> <p>Il est proposé de maintenir la disposition du SCoT.</p>
<p>La commune de Châteauneuf du Pape participe au développement touristique du territoire BVA sur plusieurs volets : oenotourisme, tourisme gastronomique lié à la fois à son activité viticole mais également à un projet d'un hôtel restaurant sur le domaine de l'Hers, tourisme vert en lien avec la halte fluviale et itinéraires de promenade le long de l'axe rhodanien, tourisme culturel et projet de mise en</p>	<p>P90 du DOO, le SCoT décrit les orientations pour <i>« Valoriser une destination touristique d'exception reconnue à l'international »</i>. Ainsi il précise notamment concernant Châteauneuf du Pape :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>« Le confortement de l'œno-tourisme avec le rayonnement international de certaines appellations (AOP « Châteauneuf-du-Pape » par ex), participant à l'économie et à l'attractivité du territoire » ;</i></li> </ul>

<p>valeur du site des Combes d'Arnabel avec programmation événementielle et touristique sur site naturel.</p> <p>La commune souhaite que ces différents projets soient bien inscrits dans la stratégie de développement touristique du territoire et qu'à ce titre, la commune soit identifiée comme une des polarités touristiques majeures à la fois sur l'oenotourisme le tourisme gastronomique, le tourisme vert et le tourisme culturel et événementiel, et propose l'intégration de ces points dans les documents suivants (réserves ci-dessous) :</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Favoriser les infrastructures visant à conforter le tourisme fluvial à travers l'aménagement de sites dédiés à ces activités depuis Avignon, Villeneuve-les-Avignon, Roquemaure et Châteauneuf-du-Pape ;</i></li> <li>• <i>Valoriser le site naturel et culturel de l'ancien péage du Rhône au niveau du Château de l'Hers sur la commune de Châteauneuf du Pape. L'objectif est de rendre accessible ce patrimoine historique grâce à des aménagements légers en adéquation avec le risque d'inondation et la sensibilité écologique du site.</i></li> </ul> <p>Il est proposé de maintenir la disposition du SCoT, les propositions de la commune étant trop précises.</p>
<p><b>Réserve 4 : carrière</b></p> <p>PAS p26 et 27 : la carte "constituer un territoire exemplaire en matière écologique" fait apparaître "les sites d'extraction de minéraux" sans orientation. Le site qui correspond à la carrière des Combers d'Arnabel a son extraction de matériaux terminée avec une autorisation d'exploitation qui prendra fin en 2026. Le site va être reconverti et ouvert au public via des événements musicaux, festifs, culturels, paysagers, et des itinéraires de promenade. La légende de la carte doit donc être modifiée pour que le site apparaisse comme élément de mise en valeur touristique et paysagère dans le couloir du Rhône (en lien avec la halte fluviale, les itinéraires de promenade le long du Rhône avec les sites de l'Hers) et non plus comme un site d'extraction de matériaux.</p>	<p>La carte du PAS p26-27 fait un état des lieux des sites d'extraction. Le DOO porte des orientations sur l'aménagement de ces sites pour le développement de leur activité ou leur remise en état.</p> <p>Il est proposé de rajouter dans le DOO p40, la phrase soulignée :  <i>« Un panel de projets de réhabilitation est envisageable, en fonction notamment de la situation du site et des milieux concernés notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>L'aménagement d'un plan d'eau ;</i></li> <li>• <i>L'installation de centrales photovoltaïques ;</i></li> <li>• <i>L'installation d'équipement de traitement des déchets ;</i></li> <li>• <i>La création d'une zone humide ;</i></li> <li>• <i>Le reboisement ;</i></li> <li>• <i>La restitution à la zone agricole : celui-ci est prioritaire lorsque l'impact de la carrière a concerné l'espace agricole</i></li> <li>• <i><u>L'aménagement d'espace ouvert au public</u></i> »</li> </ul>
<p><b>Réserve 5 : Tourisme</b></p> <p>Carte DOO : aucun axe graphique n'est développé sur cette carte de synthèse concernant le développement économique du territoire via le tourisme. Cet axe semble pourtant stratégique dans le projet de territoire porté par le SCOT. Un volet complémentaire de la carte sur le développement touristique à l'échelle du territoire permettrait de mieux mettre en valeur la stratégie territoriale sur ce sujet et le rôle de chaque commune/intercommunalité.</p>	<p>La stratégie de développement touristique est développée p90 du DOO à travers trois grandes orientations avec des localisations identifiées :  <i>« • Le Rhône, un bien commun support d'un projet de développement touristique durable ;</i>  <i>• Conforter le rayonnement touristique et culturel des sites majeurs du territoire ;</i>  <i>• Développer le tourisme vert à travers la mise en réseau de sites et services à valoriser »</i></p> <p>Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT et ne pas réaliser de carte touristique.</p>
<p><b>Réserve 6 : Tourisme</b></p> <p>DOO p 90 : dans le paragraphe "valoriser une destination touristique d'exception reconnue à l'international", la commune souhaite apporter quelques compléments : "valoriser le site naturel et culturel de l'ancien péage du Rhône au niveau du château de l'Hers ainsi que le site des Combes d'Arnabel sur la commune de Châteauneuf du Pape. L'objectif est de rendre accessible le</p>	<p>Il est proposé de rajouter dans le DOO p90 : <i>« Valoriser le site naturel et culturel de l'ancien péage du Rhône au niveau du château de l'Hers ainsi que le site des Combes d'Arnabel sur la commune de Châteauneuf du Pape. L'objectif est de rendre accessible le patrimoine historique de l'Hers grâce à des aménagements légers en adéquation avec le risque d'inondation et la sensibilité écologique du site, d'ouvrir au public via des itinéraires de promenades et de développer des événements culturels pour le site des Combes</i></p>

patrimoine historique de l'Hers grâce à des aménagements légers en adéquation avec le risque d'inondation et la sensibilité écologique du site, d'ouvrir au public via des itinéraires de promenades et de développer des événements culturels pour le site des Combes d'Arnaval. Ces deux projets s'inscrivent dans une valorisation patrimoniale, culturelle et paysagère des bords du Rhône en lien avec la halte fluviale.	<i>d'Arnaval. Ces deux projets s'inscrivent dans une valorisation patrimoniale, culturelle et paysagère des bords du Rhône en lien avec la halte fluviale. »</i>
<b>Bédarrides – avis Favorable</b>	
Le conseil Municipal après en avoir délibéré et procédé au vote, décide d'émettre un avis favorable au projet de SCoT.	
<b>Piolenc – avis Favorable</b>	
Le conseil Municipal après en avoir délibéré et procédé au vote, décide d'émettre un avis favorable au projet de SCoT.	
<b>Monteux – avis Favorable</b>	
Le conseil municipal donne un avis favorable au projet arrêté de révision du SCoT.	
<b>Velleron</b>	
Erreur graphique sur le plan du DOO, la recomposition du front urbain au nord-est de la commune englobe le site de la Grande Bastide et la zone artisanale n'est pas correctement positionnée : -Les 2 flèches au nord-est doivent être rapprochées du village. -La zone artisanale se situe plus au sud en limite avec la commune de l'Isle sur la Sorgue, entre la déchetterie et le commerce "COVEL'EAU" : un rond-point doit être réalisé prochainement par le département sur la D31 à ce niveau.	Il est proposé d'intégrer la modification demandée par la commune sur le plan DOO.
<b>Uchaux – avis Favorable à l'unanimité</b>	
Le conseil municipal après avoir entendu le rapporteur, à l'unanimité, émet un avis favorable sur le projet de révision de SCoT.	
<b>Saze – avis Favorable à l'unanimité</b>	

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable sur le projet de révision de SCoT.	
--	--

### 3- Personnes Publiques Associées et Organismes consultés

Extraits des réserves et remarques	Éléments de réponse du SMBVA
DDT84 et DDT30 avis Favorable	
<p><i>La note d'enjeux qui vous a été transmise le 20 mars 2023 portait en effet les enjeux prioritaires de l'Etat sur votre territoire, à savoir structurer le territoire de manière équilibrée et inclusive, de revoir collectivement le rapport à la ressource en eau, préserver et valoriser les espaces agricoles et naturels, et rendre le territoire résilient pour se développer durablement. Le projet de SCoT arrêté apporte une réponse satisfaisante sur l'ensemble de ces points.</i></p> <p><i>L'examen de votre projet de SCoT appelle de ma part les éléments principaux d'analyse décrits ci-dessous. Les remarques qui en découlent ne remettent pas en cause votre projet.</i></p>	
<p><b>Sobriété foncière :</b>  <i>Le SCoT s'inscrit en cohérence avec les objectifs nationaux et régionaux. Toutefois, les densités urbaines affichées au sein du document restent relativement faibles et pourraient porter une ambition plus forte.</i></p>	<p>Le SCoT du Bassin de Vie d'Avignon s'inscrit dans une trajectoire de sobriété foncière compatible avec les SRADDET PACA et Occitanie.</p> <p>Pour ce faire, le SCoT porte un projet d'aménagement qui priorise le réinvestissement de l'enveloppe urbaine à travers le mode prioritaire qui consiste à la fabrique de la ville sur elle-même, l'optimisation et la densification des espaces urbanisés, la mobilisation des locaux vacants, le recyclage foncier et immobilier et la requalification des friches en complémentarité avec les enjeux de renaturation.</p> <p>Ainsi plus de 60% des objectifs de production de logements sera réalisé dans l'enveloppe urbaine sans entraîner de consommation d'espace.</p> <p>Le SCoT entend offrir un cadre de vie attractif et de qualité tout en réussissant la sobriété foncière à travers des nouvelles formes urbaines qui s'inscrivent en cohérence avec les centres historiques, le patrimoine des communes, le respect des paysages, ou encore l'adaptation au changement climatique en favorisant la nature dans les espaces urbains.</p>

	<p>Ainsi, le SCoT définit des objectifs de densité qui garantissent une trajectoire de sobriété foncière tout en conciliant un respect de l'identité des communes et un cadre de vie de qualité, en déclinant ces objectifs par armature territoriale.</p> <p>De plus, le SCoT renforce les objectifs de densité autour des transports collectifs pour garantir une meilleure articulation entre urbanisme et offre de mobilité.</p>
<p><b>Sobriété foncière :</b></p> <p><i>Le SCoT porte une partie de la consommation dédiée au développement économique des zones d'activités d'importances. Or des potentialités importantes existent encore au sein de ces zones. Aussi, il est nécessaire de clarifier la rédaction actuelle en précisant que l'optimisation de zones d'activités existantes est un préalable indispensable avant d'envisager leur extension. Il est demandé de préciser clairement que l'optimisation des zones d'activités existantes est un préalable à toute nouvelle extension de zone d'activité.</i></p>	<p>Le SCoT donne la priorité au réinvestissement urbain et notamment l'optimisation du potentiel foncier à des fins économiques (p64 du DOO). Le SCoT identifie le potentiel foncier encore disponible dans les ZAE (p72 du DOO).</p> <p>En complément de ce potentiel, le SCoT encadre le développement à venir pour porter une stratégie économique à l'échelle du Bassin de Vie d'Avignon.</p>
<p><b>Mixité sociale :</b></p> <p><i>Le DOO associe d'autres dispositifs dans les objectifs de production de LLS qui ont des montages mobilisés pour l'accession sociale et non pour la location (PSLA, IML, BRS). Si ces produits sont à promouvoir, ils ne peuvent être retenus dans la comptabilisation pour l'atteinte des objectifs de production de logements locatifs sociaux.</i></p> <p><i>Il est demandé de retirer dans le calcul des objectifs de production de LLS les dispositifs qui ne répondent pas aux exigences fixées par l'article 55 de la loi SRU.</i></p>	<p>Il est proposé de retirer du calcul des objectifs de production de LLS, les logements mobilisés pour l'accession de type PSLA, IML et BRS.</p> <p>Ces dispositifs seront intégrés dans la boîte à outils p.84</p>
<p><b>Développement économique :</b></p> <p><i>Une vigilance particulière est demandée pour le développement de la zone du Pignonel, identifiée en zone d'attractivité territoriale : Aléa très fort de risque incendie ou le principe est de proscrire toute nouvelle construction avec des principes généraux à appliquer. Des justifications devront être apportées dans le document d'urbanisme de la commune.</i></p>	<p>Il est proposé de rajouter p70 DOO le paragraphe suivant : « <i>Le SCoT ne prévoit pas de création de nouvelles zones d'activités, à l'exception de la zone du Pignonel aux Angles identifiée en zone d'attractivité territoire. Son aménagement devra intégrer des principes généraux pour éviter le risque incendie, notamment la mise en défendabilité et l'absence d'aggravation des risques</i> ».</p> <p>Le SCOT prend en compte l'ensemble des risques présents sur le territoire et l'intègre dans ses prescriptions. Il est néanmoins proposé de compléter la partie évaluation environnementale relative aux risques naturels, en intégrant les principes généraux pour éviter le risque incendie, cités dans l'avis de l'Etat</p>
<p><b>Ressource en eau :</b></p> <p><i>Le SCoT a mobilisé l'ensemble des acteurs de l'eau afin de partager les enjeux et discuter les objectifs poursuivis.</i></p> <p><i>Le SCoT ne se repose pas sur les schémas directeurs d'alimentation en eau potable qui sont en cours de révision afin d'intégrer son scénario démographique.</i></p>	

<i>Néanmoins, les objectifs de développement sont en corrélation avec la ressource disponible et l'augmentation des besoins en eau potable pourra être assurée au vu du scénario choisi.</i>	
<b>Assainissement :</b> <i>Le DOO conditionne l'urbanisation nouvelle au regard de la capacité des stations d'épuration, mais cette mesure n'est pas suffisante, car elle n'encadre que l'aspect quantitatif et non qualitatif des traitements. Il est donc nécessaire de préciser dans le document que toute nouvelle urbanisation sera également conditionnée à la conformité des stations d'épuration.</i>	Il est proposé d'ajouter p42 du DOO que « toute nouvelle urbanisation sera également conditionnée à la conformité de l'unité de gestion de l'assainissement qui dessert la zone ».
<b>Mobilité :</b> <i>La mobilité représente une part importante du SCoT et elle a bien été prise en compte. En effet, le DOO prévoit entre autres de :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- développer et d'articuler le transport collectif,</li> <li>- travailler sur la mobilité active : marche/vélo,</li> <li>- travailler sur le stationnement, parking relais et de co-voiturage</li> <li>- garantir une intermodalité efficace entre les différents modes de transports : pôle d'échanges multimodaux</li> </ul>	
<b>Santé :</b> <i>Le DOO et le PAS intègrent l'urbanisme favorable à la santé dans ses orientations et notamment de nombreux objectifs sont donnés quant à l'amélioration des mobilités actives le réinvestissement des cœurs de ville, l'amélioration de l'habitat, sur l'implantation du bâti et la nature en ville.</i>	
<b>Energies renouvelables :</b> <i>Le projet de SCoT dédie une part de la consommation d'ENAF au développement des ENR et renvoie aux documents locaux le soin de préciser ces localisations. Malgré un contexte législatif en constante évolution sur cette thématique, le projet de SCoT aurait pu identifier les principaux projets envisagés pour le déploiement des énergies renouvelables sur le territoire.</i>	Le SCoT définit à l'horizon 2045 les conditions d'implantation des énergies renouvelables, en privilégiant ce mode sur les espaces déjà artificialisés. Pour encadrer le développement à venir, tout en veillant à une insertion paysagère de qualité et une préservation de l'environnement, le SCoT définit p 56 du DOO des critères pour les localisations à venir. Le SCoT n'a pas vocation à se substituer aux PCAET, aux SDE des intercommunalités ou encore aux travaux des documents cadres en cours d'élaboration. Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT.

## CDPENAF 84 - Avis favorable à l'unanimité

<i>La CDPENAF a émis un avis favorable sur le projet au regard de l'objectif de préservation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.</i>	
---	--

## CDPENAF 30 - Avis favorable à l'unanimité

*Préciser dans le DOO "terres incultes et/ou inexploitées depuis au moins dix ans" en accord avec les dispositions du document cadre*

Il est proposé de préciser dans le tableau p57 du DOO, « *les terres incultes et/ou inexploitées depuis au moins dix ans en accord avec les dispositions du document cadre* »

## Région Occitanie – Avis favorable

*Le SCoT du Bassin de Vie d'Avignon présente votre projet de territoire, lequel est globalement en cohérence avec les orientations de la Région fixées dans le cadre du SRADDET. Il appelle néanmoins quelques remarques dont la prise en compte assurera une meilleure adéquation entre nos priorités respectives :*

### **Remarques générales :**

*La Région souligne l'effort relatif à la clarté des documents du SCoT, notamment grâce à la cohérence des trames du PAS et du DOO. Les nombreuses cartes illustrant la stratégie et les encarts qui font le lien avec la cartographie prescriptive du DOO sont également appréciables.*

***Néanmoins, le DOO gagnerait en lisibilité et en opérationnalité en distinguant mieux, pour chacune des orientations du DOO, ce qui relève des objectifs du SCoT, d'une prescription et ce qui tient plutôt de la recommandation.***

*Concernant la carte du DOO, certaines couleurs mériteraient d'être plus marquées car il est difficile de distinguer la différence entre « Réservoirs de biodiversité au sein des espaces agricoles », « Réservoirs de biodiversité ouverts et roches » et « Terres agricoles de qualité à préserver ».*

### **Consommation d'espace :**

*La Région souligne la pertinence de la stratégie et des orientations du SCoT qui s'appuient sur l'armature urbaine définie par le territoire, notamment en matière de répartition de l'accueil de la population, de production de logements, de consommation des sols pour l'habitat, de reconquête des logements et locaux vacants et d'implantation de nouveaux équipements de rayonnement métropolitain (...).*

*Concernant le calcul de la consommation passée, il conviendrait que le document « justification des choix » soit plus précis p44 sur l'obtention du chiffre de consommation 2011-2021 de 97ha/an (hors ZAC) sachant que le portail national de l'artificialisation donne une consommation des sols sur la même période de*

Le SCoT répond aux dispositions du code de l'urbanisme, notamment l'article L141-1. Les termes employés dans le Document d'Orientation et d'Objectif (DOO) ne sont pas équivoques mais au contraire suffisamment précis pour exposer de manière claire les orientations qui relèvent de la prescription ou de la recommandation.

Le calcul de la consommation foncière est basé sur les chiffres des fichiers fonciers retravaillés par le CEREMA. Cette donnée a été calculée en 2023 et indique que 97 ha/ an d'ENAF ont été consommés entre 2011 et 2021.

Aussi les données des fichiers fonciers sont redressées et corrigées chaque année ce qui peut induire de légères différences de chiffres.

Les données affichées pour les années 2011 à 2021 regardées en 2024, peuvent donc être légèrement différentes, suite à ce redressement lors d'une observation de la même période en 2023.

Pour autant, la différence entre 97 ha/an et 96,2 ha/an est non significative sur la trajectoire de sobriété foncière à mener pour le territoire (moins de 0,8 ha/an de différence).

<p>96,2ha/an. Il serait intéressant de préciser les secteurs non cadastrés qui ont été ajoutés aux surfaces consommées.</p>	<p>Il est proposé de maintenir les analyses du SCoT arrêté sur cette thématique.</p>
<p><b>Sobriété foncière :</b>  <i>En matière de sobriété foncière, de nombreuses prescriptions du DOO vont dans le sens du SRADDET (...). Par ailleurs, le travail sur la préservation du foncier agricole par le SCoT est salué car il s'agit d'un enjeu majeur du territoire. La Région souligne que le territoire porte des objectifs de densité plus ambitieux dans les secteurs des quartiers de gares permettant ainsi d'augmenter la population ayant accès aux transports collectifs. Cependant, la manière dont ont été définis les objectifs de densité manque de précision. Ainsi il conviendrait de préciser p66 comment ces objectifs (selon l'armature urbaine) ont été déterminés mais aussi d'intégrer un tableau indiquant les densités actuelles et les objectifs visés. Il serait enfin nécessaire de clarifier si les objectifs de densité s'entendent à l'échelle de l'opération nouvelle ou de la commune.</i></p>	<p>Le SCoT du Bassin de Vie d'Avignon s'inscrit dans une trajectoire de sobriété foncière compatible avec les SRADDET PACA et Occitanie.          Pour ce faire, le SCoT porte un projet d'aménagement qui priorise le réinvestissement de l'enveloppe urbaine à travers le mode prioritaire qui consiste à la fabrique de la ville sur elle-même, l'optimisation et la densification des espaces urbanisés, la mobilisation des locaux vacants, le recyclage foncier et immobilier et la requalification des friches en complémentarité avec les enjeux de renaturation.          Ainsi plus de 60% des objectifs de production de logements seront réalisés dans l'enveloppe urbaine sans entraîner de consommation d'espace.          Le SCoT entend offrir un cadre de vie attractif et de qualité tout en réussissant la sobriété foncière à travers des nouvelles formes urbaines qui s'inscrivent en cohérence avec les centres historiques, le patrimoine des communes, le respect des paysages, ou encore l'adaptation au changement climatique en favorisant la nature dans les espaces urbains.          Ainsi, le SCoT définit des objectifs de densité qui garantissent une trajectoire de sobriété foncière tout en conciliant un respect de l'identité des communes et un cadre de vie de qualité, en déclinant ces objectifs par armature territoriale. Ces objectifs ont été définis au regard du potentiel de densification possible dans l'enveloppe urbaine et au regard de l'identité architecturale des communes comme précisé dans le document de justification des choix p48. Ces objectifs sont identifiés à l'échelle de la commune comme précisé p66 du même document.          De plus, le SCoT renforce les objectifs de densité autour des transports collectifs pour garantir une meilleure articulation entre urbanisme et offre de mobilité.          Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT arrêté sur cette thématique.</p>
<p><b>Sobriété foncière :</b>  <i>Le SCoT inscrit un objectif moyen de réduction du rythme de la consommation d'espace de 55% pour la période 2021-2030. Cet objectif s'approche de l'objectif de -56,3% fixé par le SRADDET Occitanie. Nous vous alertons que sur 3 années 2021 à 2023, les chiffres du Portail de l'artificialisation ne montrent aucune baisse du rythme annuel de la consommation d'espace sur les 7 communes gardoises.</i></p>	<p>Le SCoT fixe une trajectoire sur les 20 prochaines années. Le foncier consommé entre 2021 et 2023 a bien été pris en compte dans les objectifs de potentiel maximal de consommation d'ENAF et d'artificialisation nouvelle de l'espace.</p>
<p><b>Biodiversité :</b>  <i>S'agissant de la TVB, la Région souligne le travail engagé par le SCoT sur la carte p33 du DOO. Il conviendrait cependant :</i></p>	<p>La trame verte et bleue est localisée sur la cartographie prescriptive du plan DOO élaboré au 1/50 000° afin de retranscrire de manière lisible les informations nécessitant des prescriptions.</p>




<p>- d'assurer cartographiquement une meilleure représentation des réservoirs "cœurs de nature" peu lisible aujourd'hui sur la carte du DOO. En effet, il serait intéressant de proposer une carte à une échelle plus fine afin de faciliter la traduction des éléments de protection du milieu naturel au niveau infra-SCoT,</p> <p>- de définir p.28 du DOO ce qui est entendu par « zones d'intérêts biologique identifiées.</p>	<p>La carte p.33 du DOO est une carte d'information qui a vocation à accompagner la lecture des orientations inscrites dans le DOO et retranscrite sur le plan DOO au 1/50 000<sup>e</sup>. Les Zone d'Intérêts Biologiques (ZIB) sont des inventaires naturalistes réalisés par des experts menés à l'échelle du Vaucluse comme précisé dans l'EIE p95.</p>
<p><b>TVB et milieu agricole :</b></p> <p>La préservation des espaces agricoles intégrés dans la TVB est justifiée et pertinente. La prescription 1-1-1 p30 pourrait demander plus clairement aux documents d'urbanisme locaux de s'appuyer sur les acteurs de la profession agricole et de l'écologie pour l'identification fine de ces espaces à l'échelle communale.</p> <p>De plus, la préservation des linéaires arborés et plus globalement des IAE tels que présentés dans la prescription p30 pourrait être examinée sur d'autres parties du territoire du SCOT. En effet, le maintien des haies, arbres isolés, murets en pierre sèches et canaux d'irrigation joue un rôle essentiel tant dans la préservation de la biodiversité que dans la lutte contre le réchauffement climatique.</p>	<p>Le SCoT est un outil d'aménagement du territoire. Il ne possède pas de compétence sur les moyens de gestion qui se reposent sur les acteurs de la profession.</p> <p>P.32 du DOO, le SCoT porte un objectif sur l'ensemble du territoire pour révéler et protéger la nature de proximité. Il demande en compléments des réservoirs de biodiversité, d'identifier les Infrastructures Agro Écologiques (IAE) entre le milieu naturel et le milieu artificialisé.</p> <p>Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT arrêté sur cette thématique.</p> <p>Il est proposé de rajouter p3 du DOO l'échelle 1/50 000<sup>e</sup>.</p>
<p><b>TVB et nature en ville :</b></p> <p>La Région félicite le SCoT pour sa mobilisation sur le sujet de la nature en ville comme support de la TVB. En complément, le SCoT pourrait intégrer une recommandation sur le volet qualitatif de ces espaces de nature de proximité en incitant notamment à végétaliser avec des espèces locales et à lutter contre les espèces exotiques envahissantes.</p>	<p>Ces réflexions seront menées dans le cadre de la mise œuvre.</p> <p>Il est proposé d'ajouter une mention dans la boîte à outils, concernant la lutte contre les Espèces Exotiques Envahissantes p49 du DOO</p>
<p><b>Pollution lumineuse :</b></p> <p>Une prescription portant sur l'extinction de l'éclairage public sur les secteurs identifiés comme "réservoir de biodiversité" et "corridor" serait attendue pour répondre de façon effective à l'objectif 2,7 du SRADDET et sa règle 16 sur le volet préservation et biodiversité dont la lutte contre la pollution lumineuse.</p>	<p>Le sujet de la pollution lumineuse pourra faire l'objet d'études lors de la mise en œuvre du SCoT.</p>
<p><b>Démarche ERC :</b></p> <p>Pour la séquence ERC, il serait pertinent que le SCOT identifie des espaces prioritaires de compensation "à fort gain écologique" (hors réservoir de biodiversité) notamment en lien avec des secteurs de rupture de continuités à restaurer.</p>	<p>Le sujet de la compensation pourra faire l'objet d'études lors de la mise en œuvre du SCoT à travers notamment la réalisation d'un observatoire de la compensation.</p>
<p><b>En matière d'habitat :</b></p> <p>La Région regrette l'absence de données chiffrées concernant le logement (inter)communal, en particulier hors des pôles principaux.</p>	<p>Le SCoT analyse à travers son Diagnostic, les caractéristiques du parc de logements p 34 à 54.</p>

	<p>Le volet concernant le logement social est analysé p44 à 49. Il permet de définir les orientations et objectifs pour le bassin de vie. Ces derniers seront traduits et précisés dans les Programmes Locaux de l'Habitat.</p> <p>Il est proposé de maintenir les analyses du SCoT arrêté sur cette thématique.</p>
<p><b>En matière de mobilité :</b></p> <p><i>Les enjeux sont bien identifiés et pris en compte dans les orientations (...). La Région salue la volonté du SCoT de miser sur l'étoile ferroviaire pour organiser les déplacements et améliorer les liaisons avec les territoires voisins.</i></p> <p><i>Toutefois, le SCoT mentionne la réouverture de la gare de la halte à Sauveterre, non prévue à ce jour par le projet global de ligne Rive droite du Rhône.</i></p>	<p>Il n'est pas prévu de rouvrir la gare de Sauveterre dans le projet de SCoT. Il s'agit d'une erreur matérielle sur une carte.</p> <p>La carte p187 du Diagnostic sera modifiée pour supprimer Sauveterre.</p>
<p><b>Déplacements automobiles :</b></p> <p><i>Le projet de contournement d'Avignon reliant le Gard au sud d'Avignon (carte p22 du DOO) mériterait d'être présenté en corrélation avec le projet de l'agglomération du GA de P+R aux Angles (parking relais) et de réaménagement de la RN100 avec voie dédiée aux transports en commun urbains et covoiturage. Il serait ainsi souhaitable que ce projet de contournement permette une stratégie plus ambitieuse au profit des transports collectifs en lien avec l'aménagement de la RN100.</i></p>	<p>Il est proposé d'ajouter p24 du DOO, la phrase soulignée : « <i>La liaison routière entre le Gard et l'échangeur Avignon Sud, enjeu majeur pour la stratégie de mobilité du bassin de vie améliorant le trafic de transit tout en réduisant les impacts dans le cœur urbain <u>notamment en s'appuyant sur le réaménagement déjà réalisé de la RN100 avec voie dédiée aux transports en commun urbains et sites de co-voiturage.</u> Ce projet fait partie des Projets d'Envergure Nationaux et Européen</i> ».</p>
<p><b>Gestion de la ressource en eau :</b></p> <p><i>La Région souligne que le SCoT porte tous les grands enjeux liés à la ressource en eau, aux milieux aquatiques et aux inondations.</i></p> <p><i>Il est cependant regrettable de ne pas retrouver dans le DOO d'orientation sur la nécessité d'être plus économe sur l'utilisation de la ressource en eau. Pourtant les volets sobriété et évolution des pratiques représentent des leviers importants pour limiter la pression sur la ressource en eau et permettre ainsi la poursuite d'un développement modéré. Ainsi, le DOO pourrait recommander l'équipement systématique des nouvelles constructions en dispositifs hydroéconomes, au développement de la réutilisation des eaux (eau grises dans les bâtiments d'habitation, eau de piscines, tourisms), ou encore la valorisation des eaux pluviales.</i></p>	<p>Le SCoT propose un projet cohérent au regard de la disponibilité de la ressource en eau en réduisant notamment son objectif d'accueil démographique passant de 1,1% à 0,5%.</p> <p>Le SCoT porte des orientations pour limiter l'imperméabilisation des sols et s'inscrire dans une trajectoire de désimperméabilisation de l'existant afin de redonner leur rôle d'éponge aux sols.</p> <p>Le SCoT préserve en lien avec les ASA, le système d'irrigation des canaux notamment pour son rôle d'approvisionnement en eau des terres agricoles, favorisant une utilisation plus économe de la ressource en eau.</p> <p>Le SCOT porte des prescriptions sur la nécessité de rénover les réseaux d'eau potable pour limiter les pertes et la définition de mesures de réduction de consommation d'eau dans les projets d'aménagement et de construction en incitant notamment à la récupération des eaux de pluie dans les projets. Il fait également référence à l'utilisation d'espèces adaptées au climat dans les projets d'aménagement.</p> <p>Il est proposé de compléter le DOO p48 en ajoutant le volet suivant :  « Être plus économe sur l'utilisation de la ressource en eau.  Afin d'assurer l'avenir notamment face aux enjeux du changement climatique et de la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT favorise les dispositifs pour la lutte contre les</p>

	<p>gaspillages, le développement des économies d'eau et une gestion vertueuse de la ressource notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour l'habitat et l'économie, en mettant en place des systèmes hydro-économes dans le cadre des projets d'aménagement ;</li> <li>- Pour les collectivités, qui doivent engager des travaux sur les réseaux d'eau potable afin de limiter les déperditions, concevoir des espaces verts économes en eau, adaptés aux conditions climatiques et promouvoir la mise en place de matériel hydro-économe dans les entreprises, zones d'activités, logements, dans le cadre des activités touristiques etc. »</li> </ul>
<p><b>Capacités d'assainissement des eaux usées :</b>  <i>La prescription 2-1-2 du DOO p41 conditionne l'urbanisation nouvelle au regard de la capacité des stations d'épuration. Pour compléter, il serait nécessaire de conditionner également cette urbanisation nouvelle au respect des normes de rejet de ces stations.</i></p>	<p>Il est proposé d'ajouter p42 du DOO que : « <i>toute nouvelle urbanisation sera également conditionnée à la conformité des stations d'épuration</i> ».</p>
<p><b>Energie renouvelable :</b>  <i>La Région salue les orientations prises par le territoire au sein du SCoT qui prennent en compte le mix énergétique nécessaire pour le développement des énergies renouvelables à l'échelle régionale.</i>  <i>Le DOO mentionne "la région Occitanie revendique le statut de région à énergie positive à l'horizon 2040". Sur la sémantique, il ne s'agit pas d'une revendication mais d'un objectif stratégique.</i></p>	
<p>Région Sud PACA – Avis Favorable avec 3 réserves</p>	
<p><i>Je tiens tout d'abord à saluer la qualité de la concertation menée tout au long de la démarche d'élaboration de ce schéma. De nombreuses réunions, élargies bien au-delà des seules Personnes publiques associées (PPA), ont été régulièrement organisées.</i>  <i>De même, je note le soin apporté à l'ensemble des productions (Diagnostics, études complémentaires, supports de présentation et de communication) fourni tout au long de la procédure.</i>  <i>Le projet porté pour le territoire est, sur de nombreux points, en cohérence avec les orientations de la Région définies notamment dans le cadre du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). La Région salue notamment la bonne prise en compte dans la stratégie de développement et d'aménagement du territoire de la trajectoire de</i></p>	

<p><i>réduction de la consommation d'espaces et d'artificialisation prévue par la loi Climat et résilience, et déclinée dans le SRADDET modifié, qui vient d'être approuvé par arrêté préfectoral du 3 juillet 2025.</i></p> <p><i>Aussi, la Région émet un avis favorable sur le projet soumis assorti de trois réserves.</i></p>	
<p><b>Réserve 1 : Trame verte et bleue :</b></p> <p><i>La carte de la Trame verte et bleue du SCoT, établie à l'échelle du 1/250 000ème, ne permet d'identifier et de préciser à une échelle appropriée les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors) de la Trame régionale définie dans le cadre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et désormais composante à part entière du SRADDET. En effet, la carte régionale a été élaborée au 1/100 000ème et la règle LD2-Obj 50 A proposé le recours au 1/25 000ème ou 1/50 000ème pour l'échelon SCoT. De plus, la Trame verte et bleue du SCoT n'intègre pas, dans ses réservoirs de biodiversité, la plaine des Sorgues pourtant identifiée en tant que tel dans la Trame régionale et reconnue pour les nombreuses fonctionnalités écologiques qu'elle assure. Aussi, la Région demande que le projet de Trame verte et bleue du SCoT soit adapté et amendé en conséquence afin de répondre pleinement aux dispositions du SRADDET en la matière.</i></p>	<p>La trame verte et bleue est localisée sur la cartographie prescriptive du plan DOO élaboré au 1/50 000° afin de retranscrire de manière lisible les informations nécessitant des prescriptions.</p> <p>La carte p.33 du DOO est une carte d'information qui accompagne la lecture des orientations inscrites dans le DOO et qui est retranscrite sur le plan DOO au 1/50 000° .</p> <p>Le réservoir de biodiversité identifié par la Région sur la Plaine des Sorgues a été repris et affiné suite à l'étude Trame Verte et Bleue.</p> <p>Ce réservoir de biodiversité se décompose sur le plan DOO du SCoT BVA avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réservoir de biodiversité cœur de Nature à l'ouest de Monteux,</li> <li>- un réservoir de biodiversité cœur de Nature le long de la Sorgue de Velleron,</li> <li>- plusieurs réservoirs de biodiversité au sein des espaces agricoles entre Monteux, Pernes-les-Fontaines et Velleron,</li> <li>- plusieurs cours d'eau qui jouent un rôle de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques</li> <li>- un corridor écologique à préserver entre Monteux et Velleron.</li> </ul> <p>Il est proposé de rajouter p 3 du DOO l'échelle 1/50 000°</p> <p>Il est proposé d'étendre le corridor écologique à préserver entre Monteux et Velleron en direction du Thor.</p>

	
<p><b>Réserve 2 : Préservation des espaces agricoles</b>  <i>La plaine des Sorgues, dont la qualité et la diversité de ces milieux (zones humides et des milieux rivulaires) et de sa biodiversité sont reconnus, constitue également une zone agricole de premier plan qui mérite d'être préservée au même titre que d'autres zones du territoire qui bénéficient de dispositions particulières de protection à l'échelle parcellaire avec des cartes prescriptives définies dans le Document d'orientation et d'objectifs (DOO). C'est notamment le cas pour le secteur des foins de Montfavet ou encore les Côteaux d'Avignon. Il convient que la mise en place de telles dispositions prescriptives pour les Plans locaux d'urbanisme soit envisagée sur l'ensemble de la plaine des Sorgues. De même, la Région invite le territoire à renforcer et préciser les dispositions du DOO relatif à la déclinaison de la règle LD2-Obj49a du SRADDET visant un objectif de zéro perte de surfaces agricoles équipées à l'irrigation à l'horizon 2030. L'irrigation en agriculture est un enjeu de premier plan facteur de résilience et d'adaptation des cultures et pratiques en agricole dans un contexte de dérèglement climatique et de souveraineté alimentaire.</i></p>	<p>Les zooms agricoles sont travaillés avec les partenaires dont les chambres d'agriculture et les communes depuis 2016 dans le cadre du SCoT. Ils identifient à la parcelle les secteurs à préserver pour les terres agricoles qui connaissent une pression foncière de l'urbanisation. Ces secteurs devront être repris et protégés à la parcelle dans les documents d'urbanisme et les communes devront mettre en œuvre des outils pour garantir leur préservation.</p> <p>Un des zooms agricoles concerne déjà la partie sud de Montoux. Ce dernier fait partie du réservoir identifié par la Région comme la Plaine des Sorgues. Aussi le réservoir de biodiversité identifié par la Région sur la Plaine des Sorgues a été repris et affiné suite à l'étude Trame Verte et Bleue.</p> <p>Le DOO demande p32 : « Éviter l'ouverture à l'urbanisation de terres irriguées ou irrigables. Lorsque cela est impossible, une compensation agricole suivant la séquence ERC sera demandée ». Une carte identifie ces espaces dans l'Etat Initial de l'Environnement p 119.</p> <p>Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT arrêté sur cette thématique.</p>
<p><b>Réserve 3 : Aéroport d'Avignon</b>  <i>Située sur les communes d'Avignon et de Morières-lès-Avignon, l'emprise aéroportuaire fait l'objet de deux zonages distincts et pas forcément adaptés dans les plans locaux d'urbanisme ; Ula sur Avignon et Nb sur Morières. Il convient</i></p>	<p>Il est proposé d'ajouter p.25 du DOO le paragraphe suivant « une gestion cohérente globale entre la commune de Morières les Avignon et celle d'Avignon sur le site de l'aéroport d'Avignon est à définir pour permettre la réalisation des travaux nécessaires au sein de l'aéroport ».</p>

<p>que le SCoT puisse assurer la bonne cohérence entre ces zonages afin de permettre la réalisation des travaux nécessaires au sein de l'aéroport.</p>	
<p><b>Armature territoriale :</b> L'armature territoriale proposée dans le SCoT s'appuie pleinement sur l'armature régionale et s'inscrit en cohérence avec les différents objectifs et règles du SRADDET en la matière.</p>	
<p><b>Ambition démographique :</b> Les ambitions démographiques envisagées par le territoire, basées sur un taux de variation annuel moyen (TVAM) de 0,5 % par an, intègrent les orientations conjuguées de l'objectif 52 du SRADDET de 0,4 % pour l'espace Rhodanien et de l'objectif 27 qui vise à conforter le développement et le rayonnement des centralités métropolitaines. De même, la Région souligne la mesure qui octroie une certaine marge de manoeuvre en matière de croissance démographique pour les communes dotées d'une gare ou halte ferroviaire, lorsque ces dernières portent des opérations de densification urbaine dans les secteurs situés à proximité de la gare/halte. Cette mesure s'inscrit pleinement en cohérence avec la règle LD2-Obj35 du SRADDET visant à privilégier l'intensification urbaine autour des dessertes en transports collectifs, gares et pôles d'échange. Toutefois, la Région relève que le territoire aurait pu être plus ambitieux en termes d'accueil de population pour les neuf communes du Coeur urbain. En effet, le SCoT prévoit que les communes du Coeur urbain accueillent 71 % de la population nouvelle du territoire pour la période 2025-2045, ce qui représente seulement 3 points de plus que le poids démographique actuel des communes concernées (68 %). De plus, le taux de variation annuelle moyenne prévu au sein du Coeur urbain (entre 0,5 % et 0,6 %) est similaire à celui des pôles intermédiaires, centralités de 2ème rang.</p>	<p>Le SCoT porte un projet de territoire qui se veut équilibré et cohérent avec les ressources du territoire tout en garantissant un cadre de vie de qualité. À travers son armature urbaine, le SCoT territorialise l'accueil de la nouvelle population au regard de la capacité du territoire pour s'inscrire dans une trajectoire de sobriété foncière tout en respectant l'identité architecturale des communes. Ainsi les 9 communes du cœur urbain sont amenées à accueillir 23 600 habitants supplémentaires sur les 33 000 portés à l'échelle du SCoT à l'horizon 2045, soit plus de 71% de la nouvelle population. Cet objectif porté à l'échelle de l'ensemble du territoire du Bassin de Vie d'Avignon permet de conforter la centralité, limiter l'étalement urbain et de ce fait, de s'inscrire dans les objectifs 52 et 27 du SRADDET. Il est proposé de maintenir la répartition de la population du SCoT arrêté.</p>
<p><b>Productions de logements :</b> Le SCoT prévoit la construction de 71% des nouveaux logements (soit 20 100 logements) au sein des neuf communes du coeur urbain. Sur la période 2013-2023, le Diagnostic territorial indique que le taux était de 67%, soit quatre points de moins. En cohérence et complément des éléments indiqués pour l'ambition démographique, la Région demande que les objectifs de production de nouveaux logements soient revus à la hausse pour le coeur urbain. La Région salue l'ambition affichée par le territoire en matière de reconquête des logements vacants, avec un objectif de 3 700 logements à l'horizon 2045.</p>	<p>En complément de l'écrit précisé ci-dessus, les 9 communes du cœur urbain sont amenées à accueillir 23 600 habitants supplémentaires sur les 33 000 portés à l'échelle du SCoT à l'horizon 2045, soit plus de 71% de la nouvelle population. De ce fait, ces 9 communes ont un besoin de 20 100 logements sur les 28 300 identifiés à l'échelle du SCoT, soit 71% du parc de logements à réaliser. Les 2/3 du besoin en logement étant identifiés sur le cœur urbain, il est proposé de maintenir la répartition de la population du SCoT arrêté.</p>

<p><b>Mobilités durables/transports :</b>  <i>Les objectifs formulés en matière de mobilités/transports par le SCOT, et notamment dans le DOO, à savoir « créer une véritable alternative à l'usage de la voiture, renforcer l'offre de transports en commun et son articulation avec les projets d'urbanisme, développer les modes actifs et articuler les politiques d'urbanisme avec la mobilité » répondent parfaitement aux objectifs LD1-Obj22, LD1-Obj 23 et LD2-Obj 35 du SRADDET.</i></p>	
<p><b>SERM :</b>  <i>Le projet de territoire s'appuie sur le projet de valorisation de l'étoile ferroviaire pour organiser les déplacements et améliorer les liaisons avec les territoires voisins. Ce projet ferroviaire est coeur de la candidature Service Express Régional (SERM), portée par le Grand Avignon et dont la Région est partenaire. Dans ce cadre, quatre projets de réouverture de gare programmés ou portés par le SCoT sont mentionnés. Il convient de préciser que des études vont être engagées dans le cadre du SERM, et qu'elles porteront notamment sur le positionnement et la programmation des réouvertures de gares/haltes ferroviaires. Aussi, ces projets de réouvertures sont conditionnés aux résultats des études SERM et le DOO devrait le mentionner notamment dans les différentes cartes (pages 9, 18 et 22).</i></p>	<p>Il est proposé d'ajouter ces informations dans le volet Diagnostique du SCoT et non dans le DOO.</p>
<p><b>Lutte contre l'autosolisme :</b>  <i>Le territoire porte également un projet en ambitieux visant à coordonner les politiques publiques de lutte contre l'autosolisme (page 14 du PAS et page 21 du DOO) dont la Région partage les objectifs généraux. La carte page 22 du DOO présente la localisation des P+R ou parking de covoiturage sans distinction entre les deux, et sans non plus distinguer ceux déjà réalisés (Avignon Nord, Orange...) et ceux de l'ordre du projet ou juste de l'intention. Les parkings à proximité d'axes structurants doivent être prioritaires. De même, le DOO devrait aborder le sujet du déploiement de voies réservées aux transports en commun et au covoiturage (VRTC), en citant notamment le projet de VRTC sur le territoire du Grand Avignon, allant du P+R des Angles jusqu'au pont de l'Europe (entrée ouest au-dessus du Rhône).</i></p>	<p>Le DOO est un document pour les 20 prochaines années, c'est pourquoi il identifie les sites favorables pour le co-voiturage sans distinction de temporalité.</p> <p>Le sujet du déploiement de voies réservées aux transports en commun et au covoiturage est trop précis pour l'échelle du SCoT.  En revanche, le SCoT porte un projet pour mieux articuler l'offre de transport en commun (p.17 du DOO)</p> <p>Il est proposé de distinguer ces éléments dans le Diagnostique sur la partie mobilité.  Il est proposé de rajouter p.21 du DOO : « <i>Les parkings à proximité d'axes structurants doivent être prioritaires</i> ».</p>
<p><b>Aménagement qualitatif :</b>  <i>En matière de modes actifs, la Région rappelle que le SRADDET vise une part modale du vélo de 12,5 % à l'horizon 2030. Le DOO comporte un paragraphe 2.1.3. intitulé « Bâtir un territoire des modes actifs (vélo et marche) », page 20 du DOO particulièrement vertueux et qui comporte un objectif spécifique pour la marche. Ce volet pourrait être utilement complété par une incitation des communes et autres opérateurs (Département) à accompagner leur politique</i></p>	<p>Il est proposé de compléter le DOO p20, avec la phrase soulignée : « <i>En lien avec les plans de mobilités, ces itinéraires cyclables doivent être sécurisés et équipés par un déploiement de solutions de type stationnement sécurisé et de services (borne de recharge, station d'outillage, de pompe, d'arceau vélo). <u>Des aménagements ou plantations tendant à ombrager l'itinéraire sont souhaitables dans un contexte d'adaptation au changement climatique</u></i> ».</p>

<p><i>d'aménagements cyclables avec des plantations d'alignement d'arbres, qui paraît de plus en plus indispensable dans un contexte de trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC) à +4°celcius.</i></p>	
<p><b>Logistique :</b>  <i>Sur le sujet du transport de marchandises, le SCoT met en avant la valorisation conjointe du rail et du fleuve qui correspond aux orientations du SRADDET visant un report modal accru vers les modes ferrés et fluviaux pour des flux logistiques longue distance. Les textes et les cartes mentionnent les « ports multimodaux » de Courtine et du Pontet, qu'ils conviendraient plutôt d'appeler « sites multimodaux » puisqu'il s'agit de port (ou quai fluvial pour Courtine) et d'embranchements ferroviaires. Il manque sur les cartes (ou il n'apparaît pas explicitement s'il est intégré à Courtine) le chantier de transport combiné rail-route de Champfleury, équipement essentiel de report modal notamment pour la filière agricole du territoire, alors qu'il convient de pérenniser cet équipement ainsi que son bon accès routier.</i></p>	<p>Il est proposé d'ajouter ces informations aux cartes en remplaçant le terme « ports multimodaux » par celui de « sites multimodaux ».  Le chantier rail route Champfleury sera davantage mis en évidence sur ces cartes.</p>
<p><b>Pollution lumineuse :</b>  <i>Il est à noter que la question de la pollution lumineuse et enjeux de continuités écologiques nocturnes sont peu abordés dans le SCoT. La mise en place d'une réflexion sur la Trame noire aurait été incontestablement un plus pour le territoire qui est particulièrement urbanisé et fragmenté.</i></p>	<p>Le sujet de la pollution lumineuse pourra faire l'objet d'études lors de la mise en œuvre du SCoT.</p>
<p><b>Détournements d'usage agricole :</b>  <i>La Région propose également que le DOO traite du sujet des détournements d'usage en zone agricole, en prévoyant une prescription ou une recommandation. En effet, les détournements d'usage en zone agricole est un phénomène qui tend à se développer notamment en zone périurbaine. Le réseau des Chambres d'agriculture et la SAFER Provence-Alpes-Côte d'Azur ont réalisé un guide à la destination des élus et techniciens des collectivités. L'enjeu de l'identification des détournements d'usage est d'autant plus judicieux, qu'ils représentent un gisement foncier pour réaliser de la compensation agricole (Cf. 1-2-5 3 Mise en place du processus ERC appliqué à l'agriculture » page 38 du DOO) mais également pour envisager de la renaturation (le SCoT incite à l'identification de zones préférentielles pour la renaturation). L'identification de ces parcelles peut être réalisée dans le cadre du Diagnostic agricole des Plans locaux d'urbanisme.</i></p>	<p>Le SCoT est un document d'aménagement de l'espace et d'organisation des fonctions du sol. Le SCoT ne dispose pas d'outil réglementaire pour encadrer les détournements d'usages.</p>
<p><b>Ressource en eau :</b>  <i>Le changement climatique va conduire à une réduction à certaines saisons du débit des cours ainsi qu'à des changements de régimes de précipitations, à</i></p>	<p>Le SCoT propose un projet cohérent au regard de la disponibilité de la ressource en eau en réduisant notamment son objectif d'accueil démographique passant de 1,1% à 0,5%.</p>



<p><i>l'assèchement des sols, et à une hausse de l'évapotranspiration. Des mesures de sobriété dans les usages de l'eau sont donc à réfléchir. La Région aurait souhaité, par exemple, que les projets de nouvelles piscines individuelles puissent être encadrés dans le SCoT, au travers d'une prescription ou d'une recommandation invitant les communes à réglementer le nombre de piscines par unité foncière et la superficie maximale et le volume maximal des bassins, comme cela a été fait dans la commune vauclusienne de Saignon, située dans le Luberon. De plus, le DOO aurait pu intégrer des dispositions visant à réduire les possibilités de densification et les ouvertures à l'urbanisme dans les secteurs uniquement approvisionnés via des forages domestiques.</i></p>	<p>Le SCoT porte des orientations pour limiter l'imperméabilisation des sols et s'inscrire dans une trajectoire de désimperméabilisation de l'existant afin de redonner le rôle éponge des sols.</p> <p>Le SCoT préserve en lien avec les ASA, le système d'irrigation des canaux notamment pour son rôle d'approvisionnement en eau des terres agricoles et favorise une utilisation plus économe de la ressource en eau.</p> <p>Le SCOT porte des prescriptions sur la nécessité de rénover les réseaux d'eau potable pour limiter les pertes et la définition de mesures de réduction de consommation d'eau dans les projets d'aménagement et de construction en incitant notamment à la récupération des eaux de pluie dans les projets. Il fait également référence à l'utilisation d'espèces adaptées au climat dans les projets d'aménagement.</p> <p>Enfin, les données concernant les forages domestiques sont incomplètes sur le territoire, ce qui ne permet pas d'identifier des secteurs pour réduire les possibilités de densification.</p> <p>Il est proposé de compléter le DOO p48 en ajoutant le volet suivant :  « Être plus économe sur l'utilisation de la ressource en eau :  Afin d'assurer l'avenir notamment face aux enjeux du changement climatique et de la disponibilité de la ressource en eau, le SCoT favorise les dispositifs pour la lutte contre les gaspillages, le développement des économies d'eau et une gestion vertueuse de la ressource notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour l'habitat et l'économie, en mettant en place des systèmes hydro-économes dans le cadre des projets d'aménagement ;</li> <li>- Pour les collectivités, qui doivent engager des travaux sur les réseaux d'eau potable afin de limiter les déperditions, concevoir des espaces verts économes en eau, adaptés aux conditions climatiques et promouvoir la mise en place de matériel hydro économe dans les entreprises, zones d'activités, logements, dans le cadre des activités touristiques... ;</li> <li>- Pour la population estivale, sensibiliser cette dernière à l'économie de la ressource en eau. »</li> </ul>
<p><b>Production d'énergies :</b>  <i>Le projet de SCoT intègre les dispositions du SRADDET que ce soit en matière d'orientation sur le mix énergétique ou la mobilisation prioritaire de foncier déjà artificialisé pour le photovoltaïque.  En matière de développement de l'agrivoltaïsme, la Région souhaite que le SCoT puisse s'inspirer et reprendre des préconisations de la doctrine solaire</i></p>	<p>Le SCoT encadre le développement de l'agrivoltaïsme p56 du DOO dans le respect du code de l'énergie.</p> <p>En complément, il demande notamment : « Aussi afin de garantir un cadre paysager de qualité, les projets d'agrivoltaïsme doivent s'intégrer de manière qualitative dans le grand paysage (gabarit, teinte, orientation etc.).</p> <p>Il est proposé de maintenir les dispositions du SCoT arrêté sur cette thématique.</p>

<p>photovoltaïque édictée par le Parc naturel régional du Luberon, qui prévoit des critères complémentaires au cadre réglementaire applicable : prise en compte de la problématique « eau » et notamment des systèmes d'irrigation, prise en compte des zones à enjeux écologiques, absence ou faiblesse des impacts en termes d'effets d'emprise, de coupure, de fragmentation des milieux naturels, maîtrise sur les perceptions visuelles depuis les habitations riveraines, regroupement des constructions pour éviter le mitage,...</p>	
<p><b>Déchets et économie circulaire :</b>  <i>Dans le PAS et le DOO, il aurait été opportun de mentionner la nécessité de rendre adéquat l'accueil des populations et d'activités supplémentaires avec les équipements de prévention, de valorisation et de traitement des déchets comme c'est le cas pour le traitement des effluents (page 25 du PAS, « Veiller à la capacité d'accueil des populations au regard des capacités de traitement des effluents dans les stations d'épuration » et pour l'alimentation en eau potable « Définir la capacité d'accueil des populations et son phasage dans le temps au regard de la disponibilité de la ressource en eau »). De même, dans le paragraphe 1-5-2 du DOO « Maintenir les services et équipements existants garants d'un cadre de vie de qualité et d'une animation locale » (page 14) il est fait mention de la nécessité d'offrir des équipements et des services de proximité à moins de 15 minutes en tout point du bassin de vie. Dans la liste des services évoqués (commerce alimentaire, pôle de santé, établissements scolaires) il manque les équipements de prévention des déchets notamment les déchèteries.</i></p>	<p>Il est proposé de compléter le PAS p15 « <i>la nécessité de veiller à l'adéquation entre l'accueil des populations et des activités supplémentaires avec les capacités de prévention, de valorisation et de traitement des déchets</i> ».</p> <p>Il est proposé de compléter la liste des services évoqués avec les équipements de prévention des déchets notamment les déchèteries p 14 du DOO.</p>
<p><b>Déchets et économie circulaire :</b>  <i>Il a noté que le SCoT fait référence à plusieurs reprises aux Plan régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie, aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés, aux plans départementaux d'élimination des déchets du BTP et au plans régionaux d'élimination des déchets industriels qui n'existent plus. Les mentions à ces différents plans doivent être remplacées par la référence aux volets déchets des SRADDET.</i>  <i>De même dans l'encadré « boîte à outils » page 51 du DOO, il est fait mention aux Programmes locaux de prévention des déchets (PLP) qui se nomment programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA). Ces PLDPMA ont vocation à définir des programmes d'actions par territoire pour atteindre un objectif chiffré de réduction des quantités de déchets. Il ne s'agit pas uniquement d'un outil de sensibilisation mais bien d'une planification et d'une animation des actions de prévention des déchets.</i></p>	<p>Il est proposé d'intégrer la remarque et de remplacer les références au PRPGD par le volet déchet du SRADDET.</p>

<p><b>Consommation foncière et artificialisation :</b>  <i>La Région note avec satisfaction que la trajectoire de gestion économe de l'espace et de limitation de l'artificialisation des sols retenue dans le SCoT s'inscrit pleinement dans les pas de celle prévue dans le SRADDET modifié qui a été approuvé par le Préfet de région en date du 3 juillet 2025. C'est notamment le cas pour le taux de réduction de la consommation foncière fixée à moins 55 % et la prise en compte des constructions et aménagements agricoles à mobiliser après 2031.</i>  <i>Elle note également que le territoire a pleinement appliqué les dispositions prévues par la Circulaire du 31 janvier 2024 relative à la mise en oeuvre de la réforme vers le « zéro artificialisation nette des sols » pour le cas des zones d'aménagement concerté (ZAC). Ainsi, six ZAC dont le démarrage effectif des travaux a été engagé avant 2021 sont comptées en consommation passée d'Espaces naturels, agricoles et forestier. En totalité, ces 6 ZAC représentent une enveloppe généreuse de 168 hectares.</i>  <i>La Région attire toutefois l'attention du territoire, sur le fait que le SCoT ne prévoit pas explicitement d'enveloppe foncière pour les projets touristiques et notamment d'hébergements touristiques alors que le développement d'une offre complémentaire, notamment agritouristiques, est envisagé. Il conviendrait que le document puisse préciser comment sont intégrés les projets touristiques et notamment les projets d'hébergements.</i></p>	<p>Le SCoT porte à travers son défi 3, l'objectif de « Réussir une trajectoire ZAN adaptée aux spécificités du Bassin de vie d'Avignon ». Pour y parvenir, il donne la priorité au réinvestissement pour favoriser le recyclage urbain. Ce réinvestissement s'applique au résidentiel, au commerces, services, équipements, aux activités économiques ainsi qu'aux activités agricoles et touristiques.  Ainsi l'objectif visé est de garantir la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers pour protéger dans la durée les ressources naturelles du territoire (cf défi 2).  Le SCoT identifie une enveloppe foncière potentielle maximale entraînant de la consommation de l'espace entre 2025 et 2045 pour l'économie, le résidentiel et les énergies renouvelables. Pour les constructions et aménagements agricoles, elle s'applique pour la période 2031 à 2045.  Ainsi le développement de l'offre touristique devra en priorité se faire sur des espaces déjà artificialisés (mobilisation de bâtis vacants, requalification de friches, développement de constructions en continuité de bâtis existants), afin de préserver les terres agricoles et naturelles du Bassin de vie d'Avignon.  Les projets d'hébergements touristiques qui induiraient de la consommation d'espace seront à déduire du potentiel foncier prévu pour le tissu mixte ou pour le développement économique, au regard de la nature du projet.</p> <p>Il est proposé de rajouter p.92 du DOO que : « Le développement touristique doit veiller à mobiliser les bâtiments existants quand ils se prêtent à ces projets. »</p>
<p><b>Formes urbaines/Densités résidentielles :</b>  <i>Les orientations et dispositions du SCoT en matière de formes et de qualité urbaines s'inscrivent en cohérence avec le SRADDET qui incite notamment les territoires à réinvestir les centres-villes et les centres-bourgs par des stratégies intégrées (Objectif 36). La qualité du travail réalisé sur les densités, avec un travail à la fois détaillé, adapté et pédagogique est à souligner.</i></p>	
<p><b>Développement économique/foncier économique :</b>  <i>La Région souligne la qualité du travail mené en matière d'inventaire des zones d'activités économiques, qui s'appuie en partie sur les travaux conduits par le réseau consulaire, le CEREMA et la Région sur les gisements fonciers et les friches au sein de ces zones. Aussi, le SCoT aurait pu aller plus loin dans la localisation des 85 hectares définis pour les zones de développement local.</i></p>	<p>Le SCoT porte un projet pour les 20 prochaines années. Il définit, en complément des zones d'attractivité territoriales, un potentiel foncier pour chaque EPCI pour les zones de développement local.  Ainsi les EPCI doivent conduire une véritable stratégie économique et définir au regard des critères qualitatifs du SCoT p 70 du DOO, les implantations économiques locales à venir.</p>

	Le SCOT par l'ensemble des principes qu'il porte assure donc un cadre cohérent pour y parvenir. Il est proposé de ne pas modifier l'écriture du SCoT arrêté.
<p><b>Commerce et logistique commerciale :</b>  <i>Sur le Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL), la Région propose quelques compléments :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li><i>1. D'une manière générale, le document gagnerait en qualité en intégrant des dispositions visant à limiter l'éclairage, à la fois sur les parties publiques et les parties privatives, en s'appuyant sur les propositions formulées dans le Guide de recommandations techniques pour l'éclairage public et privé, réalisé par les Parcs naturels régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur.</i></li> <li><i>2. En ce concerne l'e-commerce, qui fait l'objet d'un chapitre du DAACL, il conviendrait que les « drives » soient plutôt localisés en secteurs d'implantation périphérique, privilégiant ainsi les points relais dans les commerces des centre-villages. Ces « drives », points de « click and collect » et casiers de retrait doivent être accessibles pour être rechargés en vélo-cargo, véhicules utilitaires. Les localisations préférentielles sont à affiner au cas par cas.</i></li> <li><i>3. Sur le volet logistique, le document pourrait proposer de mobiliser les commerces vacants de centre-ville/centre-bourg pour faciliter l'implantation de points de logistiques du dernier kilomètre pour de la livraison en cyclogistique, et qui pourraient également servir de lieux de massification des déchets des commerçants.</i></li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ces dispositifs ne relèvent pas d'un SCoT.</li> <li>2. Plus de 80% des mobilités étant réalisées en voitures, il est proposé de maintenir l'écriture du DOO. Cette dernière pourra évoluer, une fois que l'offre en transport en commun sera plus structurée avec un meilleur cadencement.</li> <li>3. Par la définition de son armature logistique, le SCOT (via son DAACL) a posé des principes d'organisation et de hiérarchisation de la logistique sur son territoire, du niveau régional/national voir international, jusqu'au niveau du dernier kilomètre. Ainsi, les centralités urbaines sont identifiées afin d'accueillir l'activité logistique du dernier kilomètre et d'y faciliter son implantation. Les modalités plus précises de mise en œuvre sont à définir de manière locale au niveau des intercommunalités ou des communes, en fonction des besoins et du fonctionnement logistique identifié.</li> </ol>
<p><b>Agriculture-alimentation :</b>  <i>La Région recommande au territoire de développer le volet pastoral. Le SCoT pourrait ainsi inciter les collectivités du territoire à se doter de Plans d'orientation pastorale intercommunale (POPI), comme il en existe dans le Var et les Alpes-Maritimes, afin de renforcer la connaissance sur l'élevage et les pratiques pastorales qui façonnent les paysages et les écosystèmes, de mieux organiser le partage de l'espace en lien avec les différents usages au sein des massifs et des zones de parcours.</i></p>	<p>Les activités pastorales sur le SCoT BVA sont peu développées sur le territoire au regard des autres pratiques agricoles (viticulture, fruitier, maraîchage notamment). Il est proposé de rajouter dans le DOO une mention sur le pastoralisme suite à la remarque de la chambre d'agriculture.</p> <p>Il est proposé de rajouter p.29 du DOO, les phrases suivantes dans la partie « réservoirs de biodiversité boisés » que « les espaces <i>aujourd'hui cultivés de taille <u>significative ou à vocation pastorale</u> situés à l'intérieur</i> d'un réservoir boisé seront maintenus à vocation agricole. <i>Ces activités contribuent à la biodiversité mais également à la DFCI des sites</i> ».</p>

## Conseil Départemental du 30

<p><b>Diagnostic et EIE :</b>  <i>Les sites issus de l'Atlas des Espaces Naturels Sensibles du Gard ont été identifiés et cartographiés dans l'EIE p66. La présentation des ENS au même niveau de précision que celui accordé aux ZNIEFF renforcerait la complémentarité et la pertinence de ces données. Les fiches d'inventaire pourraient notamment figurer en annexe de l'EIE. La rédaction du document fait apparaître des confusions entre les différents niveaux d'intervention au titre des ENS. Aussi, il convient de distinguer :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Les sites issus de l'atlas départemental des ENS du Gard</i></li> <li>• <i>Les espaces naturels sensibles acquis par le Département ENSD ou par les communes ENSC.</i></li> </ul>	<p>Le SCoT porte une analyse et un projet global sur le territoire en s'affranchissant des limites départementales.  Il est proposé de garder l'écriture au SCoT arrêté pour maintenir une analyse homogène et appropriée sur les ENS côté Gard et Vaucluse.</p>
<p><b>ENS :</b>  <i>P95, il convient de remplacer « zone d'acquisition des ENS » par « Espaces naturels sensibles issus de l'Atlas du Gard ».</i></p>	<p>Le SCoT porte une analyse et un projet global sur le territoire en s'affranchissant des limites départementales.  Il est proposé de garder l'écriture au SCoT arrêté pour maintenir une analyse homogène sur les ENS côté Gard et Vaucluse.</p>
<p><b>Energie :</b>  <i>Concernant l'éolien, il conviendrait de vérifier la compatibilité entre la carte des zones d'exclusion et secteurs préférentiels (p161) et les réservoirs de biodiversités identifiés dans la carte des sensibilités environnementales p194.</i></p>	<p>Il s'agit d'un état des lieux précisé dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement. Cette carte n'est pas reprise dans le PAS ou le DOO. Il s'agit d'éléments de connaissance sur le territoire.</p>
<p><b>PAS :</b>  <i>Le Département relève particulièrement la volonté du SCoT au chapitre « engager la résilience du territoire », de « renforcer et participer à la sauvegarde du patrimoine naturel et de la biodiversité, développer la mobilité active et préserver la ressource en eau dans toutes ses composantes (qualité, aménités paysagères...). La cartographie « constituer un territoire exemplaire en matière écologique p26 » fournit également une base cohérente que les territoires infra pourront s'approprier et affiner à l'échelle locale.</i></p>	
<p><b>DOO :</b>  <i>Le Département prend note des objectifs de protection des ressources naturelles et de préservation de la biodiversité. Dans les réservoirs de biodiversité et les corridors, il conviendra particulièrement de s'assurer de la cohérence entre ces objectifs et ceux mentionnés aux paragraphes « encadrement pour le développement de l'éolien » p56 et « encadrement pour le développement du photovoltaïque » p57.</i></p>	<p>L'implantation des projets d'ENR devra se faire en compatibilité avec les autres orientations du SCoT et notamment la trame verte et bleu, identifiée au plan DOO. Les critères d'implantations p56 et 57 du DOO reprennent les objectifs de préservation des espaces de la trame verte et bleue.</p>
<p><b>OAP Thématique :</b>  <i>Il est rappelé que l'OAP thématique « trame verte et bleue » est essentielle pour l'appropriation de la notion de trame écologique. La rédaction d'OAP thématique dans</i></p>	<p>Ces éléments seront proposés dans le cadre de la mise en œuvre du SCoT.</p>

<p>les PLU, adaptées spécifiquement aux territoires de chaque collectivité locale, peut constituer un outil intéressant et plus performant, surtout lorsqu'elle est accompagnée d'une cartographie précise. Dans les territoires les plus fragmentés, il serait particulièrement pertinent que le SCoT encourage cette démarche.</p>	
<p><b>Equipements sportifs :</b>  Le schéma de cohérence des activités de pleine nature du Gard pourrait être ajouté aux documents stratégiques cités en début de Diagnostic.  La carte des équipements et éléments supports à l'attractivité touristique p.93 pourrait figurer les 3 sentiers de grande randonnée GR42, GR63 et GR4. Ces itinéraires sont à mettre en lien avec les lieux patrimoniaux identifiés au chapitre consacré aux « lieux culturels » p164</p>	<p>Il est proposé de mentionner le schéma de cohérence des activités de pleine nature dans le Diagnostic p 16.</p>
<p><b>Hébergements touristiques :</b>  Au chapitre « développer et compléter l'offre d'hébergement touristique » p92 il pourrait être proposé le développement d'une offre d'hébergement adaptée à la pratique de la randonnée et de l'itinérance : gîte d'étape, bivouac, refuges.</p>	<p>Il est proposé d'ajouter dans le DOO p92 : « Permettre le développement d'une offre d'hébergement adaptée à la pratique de la randonnée et de l'itinérance : gîte d'étape, bivouac, refuges. »</p>
<p><b>Voirie :</b>  Même si le Diagnostic retranscrit de manière générale les axes de transit ainsi que la future liaison LEO, le document mériterait d'être complété en faisant notamment référence aux voies structurantes en lien avec le SCoT.</p>	<p>Les voies structurantes sur le territoire sont identifiées sur la carte p26 du DOO et sont intitulées : « axes routiers »</p>
<p><b>Mobilité :</b>  Le projet met en évidence une volonté de contribuer à la cohérence des orientations en matière de mobilités et notamment celles qui représentent une alternative à l'usage intense des voitures.  Ces mesures qui visent à décongestionner le trafic routier sont accueillies favorablement par le Département du Gard.</p>	
<p><b>Tourisme :</b>  <u>Diagnostic</u> : il conviendra de rééquilibrer les titres laissant entendre que le tourisme est dopé par l'activité en Vaucluse.  <u>Justification des choix</u> : il y a peu de justification des choix quant à la stratégie touristique. Sur le tourisme vert, une réflexion pourrait être plus approfondie sur les modes de déplacements doux et collectifs.  <u>Indicateurs de suivi</u> : il n'a pas été trouvé d'indicateurs de suivi en lien avec le tourisme. En introduire permettrait un meilleur suivi sur le développement et la fréquentation touristique (nombre de nuitées, répartition sur les 12 mois, évolution du nombre d'emplois salariés liés au tourisme etc).</p>	<p>Sur le territoire du Bassin de Vie d'Avignon, le tourisme est notamment porté par les villes d'Avignon, d'Orange et de Châteauneuf du Pape, situées dans le Vaucluse, au regard de leur rayonnement international.  Il est proposé de maintenir les titres dans le Diagnostic et de compléter la justification des choix sur la stratégie touristique.</p>

<p><b>Agriculture et qualité alimentaire :</b>  Mentionner l'existence dans le Gard d'une Charte d'Engagement pour une Alimentation de Qualité  Mentionner également la charte pour la préservation et la compensation des espaces agricoles signée le 9 mars 2017</p>	<p>Il est proposé de mentionner la Charte d'Engagement pour une Alimentation de Qualité ainsi que la charte pour la préservation et la compensation des espaces agricoles, p127 du Diagnostic.</p>
<p><b>Conseil Départemental du 84 – Favorable sous réserve – arrivé hors délai</b></p>	
<p><b>Equipement et infrastructures :</b>  Les remarques portées sur l'avis du Département de 2024 ont globalement été reprises dans le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), notamment en ce qui concerne la liste des projets d'aménagements routiers figurant en page 20.  Concernant le point 3 « Préserver les coupures d'urbanisation » de la page 37 du document, la RN 100 est citée. Cette voie n'est plus une Route Nationale depuis 2006. Il convient d'écrire RD 901.  De la même façon, conformément à l'arrêté préfectoral du 5 mai 2023, il est à noter que depuis le 1er janvier 2024, les RN en Vaucluse sur le Bassin de Vie d'Avignon ont été transférées au Département de Vaucluse, à l'exception de la RN 1007 ; ainsi : l'ex-RN7 est devenue RD 907 et l'ex-N129 permettant l'accès à l'échangeur autoroutier Avignon-Sud est devenue une bretelle de la RD 907.</p>	<p>Il est proposé d'intégrer ces modifications dans le PAS p37 et dans le Diagnostic – partie mobilité</p>
<p><b>Réserve 1 :</b>  Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) ne prend pas en compte la nouvelle liste des projets figurant au PAS. Pour assurer la cohérence entre ces 2 documents, la page 24 du DOO peut donc être actualisée pour :  - ajouter le projet « Améliorer la desserte autoroutière par le réaménagement de Bonpas »  - remplacer le projet « Amélioration de la liaison Nord - Sud existante entre Vedène et Saint-Saturnin-les-Avignon » par « Délester certaines traversées de villes notamment celle de Vedène, Saint Saturnin et le quartier des Valayans. ».</p>	<p>Il est proposé d'intégrer ces modifications sur la forme p 24 du DOO.</p>
<p><b>Habitat :</b>  Le Conseil départemental émet donc un avis favorable concernant l'intégration de la thématique de l'habitat dans la révision du SCoT du bassin de vie d'Avignon.</p>	
<p><b>Réserve 2 - Préservation des espaces naturels sensibles</b>  L'ensemble des espaces naturels sensibles du Département de Vaucluse sont identifiés dans la cartographie du SCoT comme des réservoirs de biodiversité. Cette identification est gage de protection des espaces concernés. Néanmoins, il faut souligner que le tableau situé page 66 de l'Etat Initial de l'Environnement est incomplet car il manque la référence de l'ENS dit « Les Patrières » dont une partie se situe sur la commune de</p>	<p>Il est proposé de compléter le tableau p66 de l'EIE concernant l'ENS dit « les Patrières ».</p>

<p><i>Pernes-les-Fontaines. Afin d'assurer la cohérence des documents, il y a lieu de compléter le tableau page 66 de l'EIE.</i></p>	
<p><b>Réserve 3 - Préservation des espaces agricoles</b>  <i>Il faut souligner favorablement la protection supplémentaire apportée à certains espaces agricoles soumis à une très forte pression foncière par une délimitation parcellaire. Toutefois, sur le territoire de la commune de Monteux il est demandé de prolonger la zone jusqu'au secteur de développement de l'urbanisation, car cette bande, sans réel statut, pourrait être urbanisée à moyen terme, alors qu'elle a bénéficié de fonds publics, notamment du Conseil départemental pour financer le réseau d'irrigation.</i></p>	<p>Les zooms agricoles sont travaillés avec les partenaires dont les chambres d'agriculture et les communes depuis 2016 dans le cadre du SCoT. Ils identifient à la parcelle les secteurs à préserver pour les terres agricoles qui connaissent une pression foncière de l'urbanisation importante. Ces secteurs devront être repris et protégés à la parcelle dans les documents d'urbanisme et les communes devront mettre en œuvre des outils pour garantir leur préservation.</p> <p>Un des zooms agricoles concerne déjà la partie sud de Monteux ce qui permet de stopper le développement de l'urbanisation en extension. Les espaces en continuité de l'urbain sont identifiés comme espaces agricoles à préserver afin de garantir l'activité agricole. Ce zoom étendu permet de garantir la bonne préservation de cet espace agricole.</p> <p>Par ailleurs, dans les dispositions du DOO, le SCOT garantit la préservation des espaces irrigués et irrigables, en cohérence avec le SRADDET PACA.</p> <p>Il est proposé de maintenir le zoom agricole au SCoT arrêté.</p>
<h2 style="text-align: center;">Chambre du Commerce et de l'Industrie 84 – Avis favorable</h2>	
<p><i>La CCI porte une attention particulière à plusieurs enjeux, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>La possibilité de développement des activités existantes.</i></li> <li>- <i>La densification des zones d'activités économiques existantes.</i></li> <li>- <i>L'aménagement des zones d'activités, avec une bonne intégration dans leur environnement, une continuité écologique aux abords, ou encore une imperméabilisation des sols limitée autant que possible.</i></li> <li>- <i>La préservation de l'offre commerciale en centre-ville et en centre-village, qui est une ambition très fortement portée par le Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL).</i></li> <li>- <i>Le renforcement de l'attractivité touristique sur le territoire de manière compatible avec les enjeux environnementaux et patrimoniaux.</i></li> <li>- <i>Le développement des déplacements, à travers des projets structurants, et la mise en avant de modes de transports alternatifs.</i></li> </ul> <p><i>L'intégralité de ces enjeux sont traduits dans le projet de révision du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon.</i></p>	
<p><b>Cartographie Plan DOO :</b>  <i>Toutes les zones d'activités disponibles dans la base de données Sud Foncier Eco sont visibles sur la carte du DOO, sauf trois d'entre elles :</i></p>	<p>Il est proposé de rajouter les 3 zones d'activités citées sur l'ensemble des cartes traitant de la thématique économie, déjà évoquées dans le texte.</p>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• ZA des Gravières, à Pujaut.</li> <li>• ZA des Mousselières, aux Angles.</li> <li>• ZA Les Clausures et Gromette, à Saint-Saturnin-lès-Avignon.</li> </ul> <p>La CCI s'interroge de cette absence, est-ce un oubli, ou des zones d'activités sans potentiels d'optimisation ?</p>	
<p><b>DAACL :</b></p> <p>La CCI souligne le travail rigoureux apporté à la construction de ce document. Il intègre de manière exhaustive les centres villes, centres-villages et zones commerciales de l'armature commerciale du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon.</p> <p>La CCI propose :</p> <p>Page 10 : « Dans cette logique, il s'agit de réserver les linéaires commerciaux dans les documents d'urbanisme locaux ». Il pourrait être opportun d'intégrer dans ce paragraphe une liste (non exhaustive) des outils juridiques et réglementaires disponibles pour atteindre cet objectif, tels que le zonage, le règlement, le droit de préemption commercial, les linéaires de protection renforcée, etc.</p>	<p>Il est proposé de rajouter p10 dans le DAACL, un encart « boîte à outils à mobiliser » avec les outils suivants : le zonage, le règlement, le droit de préemption commercial, les linéaires de protection renforcée.</p>
<p>Page 10 : « Promouvoir la densification et la mutation des zones commerciales ». Il conviendrait d'intégrer dans ce point que ces mutations, bien que nécessaires dans un horizon d'optimisation foncière, doivent se faire de manière à ne pas engendrer de conflit d'usages (bruits, nuisances, flux routiers, etc.).</p>	<p>Le SCOT porte un projet de mixité des fonctions urbaines notamment pour la mutation des zones commerciales à destination notamment de l'économie. Au regard des activités certaines pourront être génératrices de nuisances. C'est pourquoi, ces zones sont prioritairement destinées à l'emploi et non au résidentiel.</p>
<p>La page 7 du DAACL indique que « Sont exclus du champ d'application [...] les pharmacies ». C'est en contradiction avec le tableau « Définition et localisation préférentielle des catégories d'équipements commerciaux ou artisanaux en fonction de la fréquence d'achat, du type et de la surface de vente », qui intègre « Pharmacies » dans les exemples.</p>	<p>Il est proposé de supprimer le mot pharmacie des exemples p7 du DAACL.</p>
<p>Page 14 : « Assurer la sobriété foncière par les équipements commerciaux, notamment à travers les modalités suivantes : ... ». Il est possible d'intégrer une modalité portant sur les 4 règles modifiables dans les documents d'urbanismes locaux, tels que l'emprise au sol maximale, la hauteur maximale, le taux minimal de pleine terre, etc.</p>	<p>Ces dispositifs relèvent spécifiquement des PLU/PLUi</p>
<p>La CCI salue le nombre de modalités permettant d'assurer la qualité architecturale et l'insertion paysagère inscrites dans le document.</p>	
<p><b>Chambre du Commerce et de l'Industrie 30 – Avis favorable</b></p>	
<p>Les mesures déclinées dans le DOO en matière de prescriptions et de recommandations pour mettre en œuvre les PAS, et ainsi répondre aux enjeux du territoire, sont de nature à favoriser un développement économique adapté, équilibré et se voulant vertueux.</p>	

## PNR Mont Ventoux - Avis favorable

<p><i>Dans le SCOT du bassin de vie d'Avignon, votre volonté d'intégrer au mieux les enjeux de préservation des patrimoines naturels et paysagers du Parc du Ventoux est clairement explicitée, et ce sur de nombreux sujets, témoignant de la bonne compatibilité de votre projet avec la Charte, notamment sur les points suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>La protection des patrimoines naturels et de la biodiversité à travers l'identification de la trame verte et bleue et la définition d'orientations permettant sa préservation ;</i></li> <li>- <i>la valorisation des paysages du Mont-Ventoux par le maintien du secteur de colline à l'est qui s'inscrit dans la continuité des piémonts des Monts de Vaucluse et constitue une ligne de force des paysages de notre territoire ;</i></li> <li>- <i>la prise en compte des enjeux de préservation aux abords des routes paysagères permettant de valoriser la mise en scène et la découverte des paysages du Mont-Ventoux ;</i></li> <li>- <i>La définition d'une stratégie de développement à horizon 20 ans qui vise en priorité la mobilisation des tissus urbanisés existants avec pour ambition la qualité des villes et des villages, la recherche de formes urbaines denses et adaptés, l'adaptation au changement climatique, la renaturation et le renforcement de la place du végétal.</i></li> </ul>	
<p><i>Le PNR propose en compléments de :</i></p> <p><b>1) Signifier de manière plus forte la nécessaire prise en compte des enjeux patrimoniaux et paysagers dans la reconquête des centres-villes</b> en précisant la légende de la cartographie prescriptive du DOO. Le Parc propose de préciser la légende de la cartographie prescriptive du DOO de la manière suivante : « conforter les centres-villes comme site de réinvestissement pour renforcer leur attractivité, dans le respect de leurs qualités paysagères et patrimoniales ».</p>	<p>Il est proposé de compléter la légende du plan DOO en inscrivant : « <i>conforter les centres-villes comme sites de réinvestissement pour renforcer leur attractivité, en veillant à leurs qualités paysagères et patrimoniales</i> ».</p>
<p><b>2) Identifier une coupure verte à maintenir</b> à l'est de Velleron, entre le secteur du chemin des Arrayes et celui du chemin de Cambuisson, afin de renforcer la prise en compte de l'intérêt paysager dans la définition de limites au développement sur ce secteur ;</p>	<p>La carte du DOO identifie ce secteur avec une trame pour « veiller à recomposer les fronts urbains » afin de traiter de manière qualitative le paysage. Le SCOT porte un mode de développement en priorité sur les espaces déjà artificialisés pour préserver les espaces non artificialisés.</p>
<p><b>3) Détailler davantage l'orientation du SCOT qui préconise l'intégration paysagère des constructions situées le long des routes paysagères</b>, en précisant, par exemple, de définir un recul d'implantation pour les nouvelles constructions à adapter en fonction des contextes. Pour cela, il pourrait être précisé, en page 79 du DOO, « de conserver un recul d'implantation pour toutes nouvelles constructions depuis les abords des routes paysagères, à adapter en fonction</p>	<p>Il est proposé de reprendre l'écriture du PNR P 79 du DOO : « <i>Le long de ces axes, il convient :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>de préserver les vues sur le grand paysage</i></li> <li>- <i>de conserver un recul d'implantation pour toutes nouvelles constructions depuis les abords des routes paysagères, à adapter en fonction des contextes (présence de végétations formant un écran depuis la route par exemple, présence de bâtis existants... »</i></li> </ul>




des contextes (présence de végétations formant un écran depuis la route par exemple, présence de bâtis existants...) ».	
RTE	
<p><i>Au regard des missions de service public de RTE, et afin de garantir dans le temps la compatibilité, la cohérence et la pérennité du réseau public de transport d'électricité avec son environnement, RTE préconise que figurent, au sein des règles générales du Document d'Orientations et d'Objectifs, les dispositions suivantes :</i></p> <p><i>« Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité à haute et très haute tension contribuent à la solidarité des territoires, à l'accueil des énergies renouvelables, à l'attractivité économique régionale et peuvent concourir à la préservation des espaces agricoles et des continuités écologiques.</i></p> <p><i>Les documents d'urbanisme contribuent à garantir la pérennité et les possibilités d'évolution dudit réseau. Ils veillent à la compatibilité de l'utilisation du sol sous les lignes électriques avec le bon fonctionnement de ce réseau. Ils identifient le cas échéant les espaces dans lesquels la pérennisation desdits ouvrages peut s'accompagner d'une préservation des terres agricoles ou des continuités écologiques.»</i></p>	<p>Le document DOO ne contient pas de partie réglementaire, ce qui relève directement des PLU. Les réseaux publics de transports d'électricité sont concernés par des services d'utilité publique qui doivent être directement intégrés dans les documents d'urbanisme locaux tels que les PLU. Ainsi, ce niveau de détail relève spécifiquement du PLU/PLUi.</p> <p>Il est proposé de rajouter une mention p15 du DOO « <i>Veiller à ce que l'utilisation des sols ne compromette pas le bon fonctionnement des ouvrages et équipements des lignes à haute tension</i> »</p>
CNR	
<p><i>La CNR a noté que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Le DOO envisage des parcs photovoltaïques dans la concession Rhône sous réserve que le projet soit compatible avec le PPRi,</i></li> <li>- <i>Les sites industriels CNR sont clairement identifiés pour une surface d'environ 47 ha,</i></li> <li>- <i>L'ambition du territoire est de développer le trafic fluvial et ferroviaire en développant la logistique rail fleuve depuis les sites de Courtine et du Pontet.</i></li> </ul>	<p>Le document DOO ne contient pas de partie réglementaire, ce qui relève directement des PLU. Les réseaux publics de transports d'électricité sont concernés par des services d'utilité publique qui doivent être directement intégrés dans les documents d'urbanisme locaux tels que les PLU. Ainsi, ce niveau de détail relève spécifiquement du PLU/PLUi.</p>
<p><i>La CNR est amenée à porter des projets de recherche et développement de nouvelles énergies production et/ou stockage aux abords de ses ouvrages notamment sur les communes de Sauveterre et Avignon. Elle souhaite que les règlements des zones correspondant aux emprises de la CNR intègre les termes ci-dessous :</i></p> <p><i>"sont autorisés les travaux constructions et installations y compris ICPE nécessaire à l'entretien, à l'exploitation et au renouvellement des ouvrages hydroelectriques ainsi que les projets affectés à la poursuite de l'objet de concession relative à l'aménagement du Rhône entre la frontière suisse et la mer, au triple point de vue de l'utilisation de la puissance hydraulique, de la navigation, de l'irrigation, de l'assainissement et des autres emplois agricoles accordés par l'Etat au concessionnaire".</i></p>	<p>Le document DOO ne contient pas de partie réglementaire ni de zonage, ce qui relève directement des PLU. Ainsi, ce niveau de détail relève spécifiquement du PLU/PLUi.</p>

<i>Par ailleurs, le règlement devra permettre la possibilité pour la CNR de créer sur son domaine concédé des affouillements et exhaussements.</i>	
<i>Vigilance à avoir sur les obligations de la CNR en matière de barrage et liée à la sécurité publique en particulier du décret n°2007-1735. Le SCOT doit éviter les classements en EBC, espace réservé etc. qui ferait obstacle à la bonne exécution des missions de la CNR.</i>	Le SCOT ne détermine pas directement de classement de secteurs en EBC ou en emplacements réservés. Ainsi, ce niveau de détail relève spécifiquement du PLU/PLUi.
<i>Préciser le contexte de la concession CNR sur lequel apparaissent les réservoirs de biodiversité, les TVB. En effet, ces secteurs à grande valeur environnementale sont situés sur des digues classés au titre de la réglementation comme "barrage". La CNR s'est doté d'un plan de gestion environnemental approuvé par la DREAL.</i>	Le SCOT précise dans son DOO p29 que : « Pour l'ensemble des réservoirs de biodiversité, les constructions et aménagements sont limités à : Les constructions, aménagements et installations nécessaires à des équipements d'intérêt collectif dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la prévention des risques et à l'aménagement de l'espace de mobilité des cours d'eau (...) ». Le SCoT traite l'usage du sol et non sa gestion. Il est proposé de maintenir l'écriture du SCoT arrêté.
<i>Préciser que les berges identifiées par le SCOT comme des espaces à préserver, à valoriser et à aménager sont uniquement les berges naturelles du Rhône. Sur le Rhône aménagé, la CNR doit pouvoir exercer ses missions et remplir ses obligations de concessionnaire, notamment de surveillance des ouvrages et écoulement des crues.</i>	Les orientations fixées par le SCOT n'empêchent pas le bon entretien des berges par la CNR au regard de l'échelle à laquelle sont fixées les orientations du DOO.
<b>Chambre de l'agriculture 84 et 30 - Avis Favorable avec 2 réserves</b>	
<i>La chambre salue la bonne prise en compte des remarques qui ont pu être faites / formulées par la chambre d'agriculture tout au long de la démarche de révision du SCoT, ainsi que la bonne identification et intégration des enjeux agricoles sur le territoire. La chambre constate un réel effort de prise en compte de l'agriculture comme composante du territoire. Le PAS fixe l'objectif de garantir le devenir des terres productives du territoire. Les grands enjeux sont bien identifiés et le document fixe des objectifs ambitieux en matière de conflits d'usage, d'installation et de transmission, ainsi que d'économie locale.</i>	
<b>Réserve :</b> <i>L'enveloppe dédiée aux bâtiments agricoles apparaît bien trop faible et insuffisamment justifiée. En effet au regard des enjeux identifiés et des défis à relever dans les années à venir, il est nécessaire d'assurer certaines marges de manœuvre à nos agriculteurs.</i>	Le SCoT porte à travers son défi 3, l'objectif de « Réussir une trajectoire ZAN adaptée aux spécificités du Bassin de vie d'Avignon ». Pour y parvenir, il donne la priorité au réinvestissement pour favoriser le recyclage urbain. Ce réinvestissement s'applique au résidentiel, commerce, services, équipements, aux activités économiques ainsi qu'aux activités agricoles.

<p><i>Cette enveloppe est très insuffisante à l'échelle du SCoT. Pour un territoire de 34 communes, elle représente 0,8ha d'artificialisation possible par commune sur une période de 14 ans (...). La justification des choix retenus présente cette mesure comme un levier venant conforter l'activité économique agricole alors qu'elle pourrait au contraire fortement contraindre l'activité agricole et ses possibilités de développement future. Cette enveloppe dédiée à l'artificialisation des espaces ENAF par les bâtiments agricoles, représente seulement 4,8% de l'enveloppe totale prévue en consommation d'espace ce qui n'est pas en adéquation avec le poids économique et surfacique que représente l'agriculture sur le territoire. Il serait préjudiciable que l'agriculture soit pénalisée par la comptabilisation de divers projets sur les espaces NAF tels que les STECAL, projet hôteliers touristiques... Enfin, aucune précision n'est apportée quant à la comptabilisation des serres agricoles dans cette enveloppe qui ne peuvent pas être considérées au même titre qu'un bâtiment.</i></p>	<p>Ainsi comme pour le résidentiel ou l'économie, le développement de constructions et bâtiments agricoles devra en priorité se faire sur des espaces déjà artificialisés (mobilisation de bâti vacants, requalification de friches, développement de constructions en continuité d'exploitation agricoles existantes, afin de préserver les terres agricoles du Bassin de vie d'Avignon.</p> <p>L'enveloppe des 30 ha est définie au regard du besoin du territoire dans un contexte de baisse du nombre d'agriculteurs et d'exploitation, mis en avant dans le Diagnostic agricole. Ainsi, on observe une baisse de -72% du nombre d'exploitations agricoles entre 1970 et 2016. Aussi 35% de la population vieillissante n'a pas encore de successeur, laissant ainsi des possibilités de reprise par de nouveaux exploitants.</p> <p>L'enveloppe de 30 ha concerne les « constructions et aménagements agricoles à mobiliser après 2031 » (p.105 du DOO) uniquement pour l'agriculture et non pour un développement touristique type projet hôtelier ou autres STECAL. Cela comprend donc les serres agricoles. Ces 30 ha sont à mobiliser au regard de la spécificité, du besoin de chaque commune en fonction de sa structure agricole et de son potentiel de renouvellement des bâtis existants. Il n'est donc pas à appliquer de manière uniforme sur les communes du Bassin de Vie d'Avignon.</p> <p>Enfin, il est à rappeler que la loi ne permet pas de suspendre un permis de construire pour l'agriculture au titre du ZAN.</p> <p>Il est proposé de maintenir les objectifs portés par le SCoT arrêté et de rajouter p 34 du DOO, le terme souligné : « <u>À ce titre, le SCoT a identifié pour la période 2031-2045, une enveloppe de 30 ha pour les constructions et aménagements agricoles entraînant de l'artificialisation nouvelles des sols</u> ».</p>
<p><b>Secteurs vulnérables :</b></p> <p><i>Il faudrait que les secteurs identifiés comme vulnérables soient davantage mis en exergue pour les choix d'aménagement futurs à opérer avec des préconisations plus concrètes de protection.</i></p> <p><i>En effet, certains secteurs identifiés comme vulnérables dans le Diagnostic ne figurent pas dans le DOO et ne font pas l'objet de prescriptions particulières. Il est pourtant précisé dans le Diagnostic que ces secteurs devront faire l'objet d'une attention et d'une protection particulière (p124 du diag). Cela aurait été intéressant de traiter les enjeux propres à ces secteurs via des prescriptions adaptées voire d'élaborer un plan d'action afin d'agir sur les problématiques identifiées.</i></p>	<p>Le Diagnostic agricole ne cartographie pas de secteurs vulnérables précis dans la synthèse des enjeux du territoire p152 du Diagnostic. Les terres agricoles qui subissent la pression urbaine sont identifiées p125 et concernent les franges des secteurs urbanisés.</p> <p>Certains secteurs sont davantage impactés comme les foins de Montfavet ou encore sur Entraigue sur la Sorgue et Monteux, ce qui justifie la mise en place des zooms agricoles sur ces secteurs.</p> <p>Pour l'ensemble des terres agricoles qui subissent la pression urbaine, le SCoT s'inscrit dans une trajectoire de sobriété foncière pour atteindre le ZAN en 2050.</p>

	<p>Il définit à travers la trame verte et bleue, les terres agricoles à préserver, les zooms agricoles sur les zones à fort potentiel/enjeu agricole et encadre à travers le défi 3, des orientations en faveur du ZAN et de la protection des terres sous pressions urbaines.</p> <p>En effet, le mode prioritaire de développement défini par le SCoT repose sur l'aménagement du foncier déjà artificialisé pour préserver le foncier agricole, notamment localisé en continuité des espaces urbanisés.</p> <p>Ainsi les orientations inscrites dans le DOO p32, précisent que : « <i>L'objectif consiste à maintenir la vocation agricole de ces espaces. En ce sens, le SCoT vise à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>S'inscrire dans une trajectoire de sobriété foncière pour protéger et préserver les terres agricoles de manière pérenne ;</i></li> <li>• <i>Interdire les usages susceptibles de nuire à l'activité agricole ou de remettre en cause sa pérennité, en préservant les terres agricoles. Les documents d'urbanisme locaux affineront la délimitation de ces espaces en s'appuyant notamment sur le périmètre de l'ensemble des labellisations agricoles ;</i></li> <li>• <i>Intégrer les nouveaux bâtis agricoles et annexes en cohérence avec les sensibilités paysagères ;</i></li> <li>• <i>Éviter l'ouverture à l'urbanisation de terres irriguées ou irrigables. Lorsque cela est impossible, une compensation agricole suivant la séquence ERC sera demandée (...)</i></li> </ul> <p>»</p> <p>Enfin, le SCoT ne porte pas de programme d'actions.</p> <p>Il est proposé de modifier le Diagnostic p 125, en ajoutant le paragraphe souligné :  « <i>Dans ce cas précis à l'échelle du territoire du SCoT du bassin de vie, les terres agricoles les plus menacées/vulnérables sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>les terres agricoles cernées au cœur de l'agglomération d'Avignon sur un axe privilégié Avignon - Carpentras</i>  <i>(ceinture verte d'Avignon, prairies de Montfavet et du Pontet, Sorgues, Morières les Avignon, Vedène, Entraigues, Althen les Paluds, Monteux, Pernes-les-Fontaines... etc.)</i></li> <li>• <i>les terres agricoles enserrées au cœur et à proximité de l'agglomération d'Orange</i>  <i>(Orange, Jonquières et Courthézon),</i></li> <li>• <i>les terres agricoles cernées entre Roquemaure, Sauveterre et Pujaut,</i></li> <li>• <i>les plaines agricoles mitées par de très nombreuses constructions (Monteux, Pernes-les-Fontaines, Courthézon, Jonquières, Caumont sur Durance, Caderousse, Orange, Roquemaure) (...)</i></li> </ul>
--	---

	<u>Ces secteurs se situent en continuité directe d'espaces urbanisés. Un des enjeux du SCoT est d'inscrire des objectifs et orientations pour préserver le foncier agricole subissant des pressions induites par les espaces artificialisés, notamment pour mettre en œuvre la trajectoire de sobriété foncière. »</u>
<b>Protection foncière :</b> <i>Concernant la protection foncière, seul le verbe « encourager » est employé pour le maintien et la préservation des terres irriguées. Or ce sont des secteurs à très fort enjeux qui bénéficient également de financements pour les infrastructures d'irrigation, et qui doivent être préservés de toute urbanisation. Ainsi, l'emploi de termes plus forts et engageant permettrait de constater une véritable politique volontariste du BVA en lien avec le SRADDET et politiques départementales.</i>	Il est proposé de remplacer le verbe « encourager » par « renforcer » dans le PAS.
<b>Secteurs agricoles identifiés comme terres de qualité et réservoirs de biodiversité :</b> <i>P32 : l'objectif de ce repérage est de permettre le maintien de la vocation agricole de ces espaces. Néanmoins, les prescriptions liées à ces espaces ne permettent pas de mettre en œuvre cet objectif. Il serait ainsi nécessaire de préciser que les documents d'urbanisme locaux devront garantir cette vocation grâce à un zonage adapté et que les communes devront mobiliser les outils nécessaires au maintien de la vocation agricole.</i>	Il est proposé de compléter p.30 du DOO les orientations concernant les réservoirs de biodiversité agricoles en inscrivant : « les documents d'urbanisme locaux devront garantir la vocation agricole grâce à un zonage adapté ».
<b>Changement de destination des bâtiments agricoles :</b> <i>Concernant le changement de destination des bâtiments agricoles, p34 il est précisé que "afin de limiter les conflits d'usages et de permettre le développement de l'agriculture, le changement de destination des bâtiments agricoles est limité ». Cette prescription interroge quant à sa mise en œuvre par la suite dans les documents d'urbanisme locaux. De plus, les récents évolutions législatives qui facilitent les changements de destination y compris en zone agricole nécessite un cadre et une attention particulière. Il serait intéressant, afin de faciliter le travail de la CDPENAF qui aura à se prononcer sur les dits changements de destination, d'indiquer que les changements de destination des bâtiments agricoles devront en premier lieu permettre le développement, la pérennité et la diversification des activités agricoles afin de faciliter par exemple, dans les secteurs ou les PLU ne l'autoriseraient pas, les espaces de vente directe et magasin de producteurs, les logements saisonniers, les activités de transformation et conditionnement et tout autre type d'activité en lien avec les exploitations agricole du territoire et générant le moins de conflit d'usage possible.</i>	Cf réponse faite à la remarque du Grand Avignon.
<b>Zooms agricoles :</b>	Les zooms agricoles sont travaillés avec les partenaires dont les chambres d'agriculture et les communes depuis 2016 dans le cadre du SCoT. Ils identifient à la parcelle les secteurs à préserver pour les terres agricoles qui connaissent une

<p><i>S'agissant des zooms agricoles qui sont présentés p37-39, serait-il possible de préciser l'objectif de l'identification parcellaire de ces secteurs ? En effet, au-delà de la recommandation d'utiliser certains outils, aucune mesure supplémentaire n'est prévue. De plus, le secteur identifié à Entraigues sur la Sorgue correspond à un périmètre ZAP en vigueur il faudrait le préciser. Pour garantir une certaine cohérence, peut-être faudrait-il compléter cette partie avec la ZAP d'Avignon qui est englobée dans le périmètre des coteaux d'Avignon, mais qui ne figure pas en tant que tel sur la carte.</i></p>	<p>pression foncière de l'urbanisation importante. Ces secteurs devront être repris et protéger à la parcelle dans les documents d'urbanisme et les communes devront mettre en œuvre des outils pour garantir leur préservation.</p> <p>Depuis les premiers travaux du SCoT, certains secteurs ont évolué faisant l'objet de ZAP comme à Entraigues sur la Sorgue. D'autres sites connaissent encore des pressions sans disposer d'outils. Afin d'avoir une politique cohérente de préservation des espaces, le SCoT inscrit l'ensemble des secteurs bénéficiant d'outils de protection du foncier agricole ou de secteurs en projet.</p> <p>Il est proposé de préciser dans le Diagnostic agricole, les secteurs bénéficiant déjà de ZAP comme Entraigues-sur-la-Sorgue.</p> <p>Il est proposé d'ajuster la délimitation du zoom agricole et de rajouter la ZAP d'Avignon sur la partie des coteaux d'Avignon au zoom p.39 du DOO.</p>
<p><b>Cartographie du DOO :</b></p> <p><i>La cartographie qui accompagne le DOO est claire et lisible. Néanmoins pour faire le lien avec les remarques formulées précédemment, elle aurait pu être complétée avec les secteurs vulnérables identifiés dans le Diagnostic, ce qui permettrait d se rendre compte des enjeux importants qui peuvent se croiser sur ces espaces. Par ailleurs, les secteurs irrigués ne sont pas identifiés, or cela fait partie des critères de choix pour la préservation du foncier agricole.</i></p>	<p>Le diagnostic agricole ne cartographie pas de secteurs vulnérables précis dans la synthèse des enjeux du territoire p152 du Diagnostic. Les terres agricoles qui subissent la pression urbaine sont identifiées p125 et concernent les franges des secteurs urbanisés.</p> <p>Les terres irriguées ou irrigables sont identifiées p 119 de l'EIE.</p> <p>Le plan DOO identifie notamment :</p> <div data-bbox="1160 831 1675 1118"> <p><b>REPRÉSENTATION SUR LA CARTOGRAPHIE DU DOO</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Terres agricoles de qualité à préserver</b></li> <li> <b>Affirmer une limite/transition claire entre les zones agricoles et les espaces urbains ou urbanisables</b></li> <li> <b>Réservoirs de biodiversité au sein des espaces agricoles</b></li> </ul> </div> <p>Il précise p32 du DOO notamment que « l'objectif consiste à maintenir la vocation agricole de ces espaces. En ce sens, le SCoT vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'inscrire dans une trajectoire de sobriété foncière pour protéger et préserver les terres agricoles de manière pérenne ;</li> <li>• Interdire les usages susceptibles de nuire à l'activité agricole ou de remettre en cause sa pérennité, en préservant les terres agricoles. Les documents d'urbanisme locaux affineront la délimitation de ces espaces en s'appuyant notamment sur le périmètre de l'ensemble des labellisations agricoles ;</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer les nouveaux bâtis agricoles et annexes en cohérence avec les sensibilités paysagères ;</li> <li>• Éviter l'ouverture à l'urbanisation de terres irriguées ou irrigables. Lorsque cela est impossible, une compensation agricole suivant la séquence ERC sera demandée ».</li> </ul> <p>Il est proposé de maintenir la cartographie du Plan DOO arrêté.</p>
<p><b>Cartographie du DOO :</b></p> <p><i>Sur la cartographie des zones de "réservoirs de biodiversité boisés" :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Forêts de Rochefort, forêt de Malmont sur la commune de Rochefort du Gard ;</li> <li>- Le bois de Gajan sur les communes des Angles et Saze.</li> </ul> <p><i>Nous souhaitons que la vocation pastorale de ces espaces soit mentionnée et que cette activité reste possible car elle contribue à la biodiversité et à la DFCI des sites.</i></p> <p><i>Il est souligné l'intérêt agricole majeur de la zone située entre Pujaut et l'est de Rochefort du Gard, contrairement à ce qu'indique la carte "réservoir de biodiversité bleus et cœur de nature".</i></p> <p><i>Par ailleurs, la qualification de "réservoir de biodiversité cœur de nature" de l'île de la Môle à Roquemaure pose question.</i></p>	<p>L'identification de la Trame Verte et Bleue a été réalisée dans le cadre d'une étude spécifique.</p> <p>Ainsi les réservoirs de biodiversité peuvent se superposer en fonction des caractéristiques des milieux naturels. C'est notamment le cas à Pujaut où le réservoir de biodiversité bleu se superpose à celui du réservoir de biodiversité au sein des espaces agricoles. Les prescriptions de ces deux réservoirs sont donc cumulatives.</p> <p>Concernant le site « réservoir de biodiversité cœur de nature » sur la commune de Roquemaure, ce dernier est concerné par un site Natura 2000 pour la directive Habitat</p> <p>Il est proposé de rajouter p.29 du DOO dans la partie « réservoirs de biodiversité boisés », les phrases soulignées suivantes : « les espaces <i>aujourd'hui cultivés de taille significative ou à vocation pastorale situés à l'intérieur</i> d'un réservoir boisé seront maintenus à vocation agricole. <u>Ces activités contribuent à la biodiversité mais également à la DFCI des sites</u> ».</p>
INAO - Avis favorable	
<p><i>L'INAO émet un avis favorable sur ce projet de révision générale du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon, dans la mesure où celui-ci donne des orientations et prescriptions en faveur de la préservation des AOP et IGP du territoire.</i></p>	
ONF	
<p><i>Il est nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier.</i></p>	<p>Il est proposé d'ajouter les deux cartes jointes à l'avis dans la partie biodiversité de l'EIE.</p>
SCoT des Baronnie provençales	
<p><i>Votre projet de SCoT nous confirme l'intérêt à poursuivre notre coopération en interSCoT pour garantir la cohérence de nos orientations quant au développement de la</i></p>	

<p><i>mobilité fluviale et ferroviaire et des synergies à conforter pour garantir l'attractivité à l'échelle de la grande Vallée du Rhône.</i></p> <p><i>Je salue le travail accompli par les élus et l'équipe du SCoT BVA et je me réjouis de nos prochaines collaborations.</i></p>	
SCoT Arc Comtat Ventoux - Avis favorable	
<p><i>Émet un avis favorable sans réserve sur Le projet de SCOT du Bassin de vie d'Avignon arrêté le 7 avril 2025 et transmis au Syndicat Mixte Comtat Ventoux le 14 avril 2025.</i></p>	
PETR d'Arles - Avis favorable	
<p><i>Le PETR souligne le volume de travail réalisé dans le cadre du SCoT et remercie pour l'information régulière qui a été proposée au PPA tout au long de la démarche.</i></p>	
<p><i>Concernant les cartes "mieux exploiter le potentiel économique des équipements de grande accessibilité" et "secteurs d'implantation privilégiés des sites d'équipements de logistique commerciale" il faut changer la dénomination de l'ancienne ligne ferroviaire est-ouest de TPA qui est devenue une voie verte. Par ailleurs, plusieurs gares mentionnées sur TPA (Châteaurenard, Noves, Cabannes...) n'existent plus et ne sont pas en projet de réouverture.</i></p>	<p>Il est proposé de retirer l'ancienne ligne ferroviaire est-ouest de TPA ainsi que les gares non concernées par un projet de réouverture p18 du DOO.</p>
<p><i>Concernant la carte "changer la donne en matière de mobilité : un impératif environnemental et social" : le "projet routier d'envergure régionale comprenant le contournement d'Orange et la liaison Gard/Avignon Sud" dessiné sur la carte n'est plus d'actualité. Dans le cadre du plan de mobilités de TPA, une action sera étudiée en juin 2025 réintégrant en partie cette ambition "étudier une traversée multimodale de la Durance"</i></p>	<p>Les projets d'envergure routiers concernés par la remarque sont le contournement d'Orange ainsi que la liaison Gard/Avignon Sud. Ces deux projets sont aujourd'hui toujours en cours. La LEO a été classée dans les « Projet d'Envergure National et Européen » et a donc été identifiée comme projet structurant au niveau du SRADDET. Le SCOT conservera l'identification de ces projets et les orientations qui y sont affiliées.</p>
<p><i>Les PEM et parkings relais importants sur le territoire de TPA ne sont pas mentionnés sur la carte : PEM à Chateaurenard, Parking relais en amont du pont de Rognonas, Réouverture potentielle de la gare de Barbentane/rognonas en PEM</i></p>	<p>Le SCoT identifie les éléments de parking relais ou de réouverture de gare uniquement sur son territoire. Pour autant, il définit à travers son défi 1 la nécessaire coopération avec les territoires voisins, notamment dans le cadre de l'interSCoT.</p>
<p><i>Carte p26 du DOO : La légende "créer ou améliorer les dessertes économiques en renforçant les coopérations entre les territoires" semble ne faire référence à aucune orientation du DOO. Ce concept gagnerait à être précisé.</i></p>	<p>La légende « créer ou améliorer les dessertes économiques en renforçant les coopérations entre les territoires » renvoie aux dispositions p24 du DOO intitulées « optimiser le réseau routier pour fluidifier les déplacements »</p>